



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°09/22 - Septembre 2022

08 Novembre 2022

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019,

Assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP), créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présente la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°09/22-Septembre 2022, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique sur la période.

Dans cette conjoncture, il est entendu par dette publique, l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette est défini comme une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, cette dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées sont en cours. Conformément aux bonnes pratiques, un suivi des passifs conditionnels est désormais effectué portant sur la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions.

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....	3
I.1.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
I.2.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	4
II.	ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	5
II.1	DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	6
II.1.1.	DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	6
II.1.2.	DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	7
II.1.2.1.	DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER	7
II.2.	DETTE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	8
II.2.1.	DETTE INTERIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	9
II.2.2.	DETTE EXTERIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	9
II.3.	PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT.....	9
II.3.1.	DETTE AVALISEE PAR L'ETAT	10
II.3.2.	PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	10
III.	SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	12
III.1.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	12
III.2.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	13
III.2.1.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	13
III.2.2.	VARIATION DES RESTES A PAYER.....	14
IV.	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	15
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES	15
IV.2.	DECRETS D'HABILITATION	15
IV.3.	DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	16
IV.3.1.	Décaissements sur financements extérieurs.....	16
IV.3.2.	Décaissements sur financements intérieurs.....	18
IV.4.	SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	18
IV.4.1.	SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)	18
IV.4.2.	SEND's Intérieurs.....	19
V.	INDICATEURS D'ENDETTEMENT	20
V.1.	PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois).....	20
V.2.	REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE	20

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Dans son rapport d'automne sur l'économie publié le mardi 11 octobre, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit un risque de récession dans plusieurs pays développés et une croissance économique mise à mal par la guerre et l'inflation.

L'activité économique mondiale subit un ralentissement plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui a atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives.

La croissance mondiale devrait ralentir et passer de 6,0% en 2021 à 3,2% en 2022 et 2,7% en 2023. Il s'agit du profil de croissance le plus morose depuis 2001, si l'on excepte la crise financière mondiale et le pic de la pandémie de COVID-19 selon le Fonds Monétaire International.

En dépit de ce ralentissement économique, les pressions inflationnistes sont plus étendues et plus persistantes que prévues. D'après les dernières prévisions du FMI, l'inflation mondiale devrait culminer à 9,5 % cette année avant de redescendre à 4,1 % d'ici à 2024. Elle s'étend aussi au-delà des denrées alimentaires et de l'énergie. À l'échelle mondiale, l'inflation sous-jacente a vu son taux mensuel annualisé grimper de 4,2 % à fin 2021 à 6,7 % en juillet pour le pays médian.

Aux États-Unis, le resserrement des conditions monétaires et financières ralentira la croissance à 1 % l'an prochain, partant d'une prévision de 1,6% de croissance en 2022.

Le ralentissement le plus marqué interviendra dans la zone euro, qui continuera d'être ébranlée par la crise énergétique liée à la guerre et devrait voir sa croissance se replier à 0,5 % en 2023. En Allemagne et en Italie, très vulnérables aux chocs sur le marché du gaz et où l'explosion des prix de l'énergie donne du fil à retordre aux entreprises du secteur industriel, la récession semble inévitable l'an prochain (respectivement - 0,3 % et - 0,2 %). De son côté, la France pourrait espérer rester au-dessus de la ligne de flottaison, avec une croissance de 0,7 %.

La Chine, deuxième puissance économique mondiale, devrait connaître en 2022 sa pire année depuis plus de quarante ans, si l'on excepte la pandémie en 2020, avec une croissance attendue de tout juste 3,2 %, avant de repartir légèrement en 2023 à 4,4 % . Le taux de croissance projeté en 2023 s'explique par l'affaiblissement du secteur immobilier et le maintien des confinements.

La Russie, dont l'économie subit de plein fouet les sanctions mises en place notamment par les États-Unis et l'Union Européenne après l'invasion de l'Ukraine, connaîtra une récession en 2022, mais la situation devrait être moins marquée qu'envisagée en juillet 2022. Le FMI y prévoit désormais une contraction de 3,4 % pour 2022, soit 2,6 points de mieux que les estimations de juillet dernier. En effet, cette contraction de l'économie russe est moins sévère que prévue, reflétant la résilience des exportations de pétrole brut et de la demande intérieure avec un soutien accru des politiques budgétaires et monétaires et un rétablissement de la confiance dans le système financier».

Dans la plupart des pays émergents et des pays en développement, la riposte adéquate consiste à calibrer la politique monétaire de façon à maintenir la stabilité des prix, tout en laissant les taux de change s'adapter, en conservant des réserves de change qui seraient précieuses si la situation financière s'aggravait réellement. La croissance de ce groupe de pays est projetée à 3,7%

En Afrique subsaharienne, la reprise économique a connu un coup d'arrêt brutal pendant la période covid-19. En 2021, l'activité a rebondir avec une croissance du PIB à 4,7 %. En 2022, cette croissance devrait ralentir de plus de 1 point, à 3,6 %. En effet, le ralentissement de l'économie, le resserrement des conditions financières et la hausse spectaculaire de l'inflation à l'échelle mondiale se propagent dans une région déjà éprouvée par une série ininterrompue de chocs.

Au niveau de la CEMAC, le taux de croissance de la zone devrait s'établir à 3,5% en 2022 et 3,3% en 2023 par l'effet conjugué de la bonne tenue des secteurs clés de l'économie et d'une bonne évolution des termes de l'échange de la CEMAC

Graphique 1: SOFR (Secured Overnight Financing Rate)

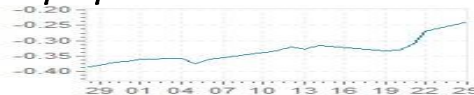


Source : Global rates

Taux de change de fin de période	2021		2022								
	Septembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Dollar US	566,39	579,58	584,03	582,34	588,96	622,09	609,33	625,28	646,35	652,93	673,96
DTs	799,07	810,72	814,56	816,55	818,70	836,32	828,69	833,78	849,97	850,98	857,51
Yuan	87,86	90,91	91,82	92,69	94,10	91,42	93,30	95,08	94,79	94,79	94,14
Yen	5,09	5,03	5,07	5,04	4,83	4,78	4,78	4,58	4,81	4,69	4,66

Source : CF-DRMG

Graphique 2 : Euribor USD 6 mois



Source : Global rates

Periode	15-déc.-21	15-janv.-22	15-févr.-22	15-mars-22	15-avr.-22	15-mai-22	15-juin-22	15-juil.-22	15-août-22
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	1,82	1,95	2,25	2,65	3,09	3,72	3,79	4,15	4,03
> 5-8.5 years	2,20	2,23	2,54	2,81	3,11	3,78	3,87	4,19	3,96
> 8.5 years	2,45	2,40	2,70	2,91	3,15	3,80	3,92	4,21	3,97
Euro < 5 years	0,28	0,32	0,45	0,73	0,86	1,35	1,49	2,08	1,55
> 5-8.5 years	0,43	0,44	0,63	0,98	1,13	1,62	1,80	2,32	1,80
> 8.5 years	0,58	0,57	0,78	1,12	1,29	1,75	1,95	2,46	1,99

Source : OECDE

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Le contexte est marqué au plan national par (i) La préparation de la session parlementaire consacrée principalement à l'examen et à l'adoption du budget de l'Etat pour l'exercice 2023. Au cours de cette session, le projet de Loi de Finances 2023 et ses documents annexes, dont la stratégie d'endettement 2023-2025 et la stratégie annuelle d'endettement, feront l'objet de discussions ; (ii) la poursuite du Programme Economique et Financier (PEF) conclu avec le FMI en 2021-2024; (iii) la tenue des assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs du Fonds Monétaire International (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale tenues à Washington, auxquelles une délégation camerounaise a pris part (iv) la signature le 22 septembre 2022 par le Ministre des Finances d'une convention de remboursement d'un montant de 185 milliards de FCFA à l'entreprise VITOL pour le compte de la restructuration de la SONARA ; (v) la tenue le 27 octobre dernier, de la première session du Comité National du suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public.

S'agissant des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, les responsables des pays ont débattu comme par le passé et en présentiel depuis l'apparition de la COVID-19 sur les défis actuels, à l'instar de la hausse de la pauvreté, des pénuries alimentaires, des chocs énergétiques, des crises de la dette, du changement climatique, de l'inflation, de la guerre, etc. et d'explorer les actions nécessaires à mener pour y faire face. Dans la même veine, outre les signature de conventions de prêts classiques concessionnels avec la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement, deux conventions de financement ont été signées relatives aux actions « Cameroun : Villes vertes, inclusives et durables » et « Cameroun : Septentrion vert et résilient » avec l'Union Européenne, pour une enveloppe de 15,7 milliards de FCFA. Cette action contribuera à l'atteinte du troisième domaine prioritaire du Programme Indicatif Multi-annuel 2021-2027(PIM), axé sur « Pacte vert : développement durable et action climatique ». Elle vient en appui à la gouvernance urbaine et à la mise en œuvre du processus de décentralisation au Cameroun.

Relativement à la première session du comité de suivi des investissements publics, il ressort que le taux d'exécution physico-financière de l'investissement public au 30 septembre 2022 est de 56,1% contre 50,9% à la même période de l'année dernière. De nombreuses difficultés entravent l'exécution du budget d'investissement public, dont entre autres, l'insuffisante appropriation des procédures de contractualisation, le non-respect des plans de passation des marchés publics, le faible engouement de certains prestataires à soumissionner à la commande publique dans les régions sujettes aux crises sécuritaires, la maturation insuffisante des projets.

Aussi, au niveau de la CAA, s'est tenue au mois d'octobre, une revue des projets à financement extérieur. Cette revue avait pour but de recenser les difficultés et de tirer des enseignements sur l'exécution desdits projets, susceptibles de justifier les mesures correctives applicables dans le sens d'améliorer les performances de leur mise en œuvre. De façon générale, en plus des constat précédemment relevés, il se dégage un portefeuille vieillissant avec en moyenne 131% de délais d'exécution consommés. Les ressources non mobilisées représentent en moyenne 50% des montants engagés. Il est donc important de mieux caractériser et circonscrire les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) suivant les axes institutionnels, réglementaires, financiers, conventionnels et humains et d'y apporter une solution afin que les emprunts extérieurs jouent pleinement leur rôle de levier de développement.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Estimé à 45,8% du PIB, l'encours de la dette du secteur public se chiffre, au 30 septembre 2022, à 12 390 milliards de FCFA, en augmentation de 11,2% par rapport à son estimation la même période de l'année dernière. Cet encours enregistre une augmentation de 1,8% en glissement trimestriel et de 1,5% en glissement mensuel,

Cette évolution s'explique principalement par : (i) les décaissements effectués dans le cadre du PEF 2021-2024, auprès du FMI, soit 114,6 milliards de FCFA décaissés en 2022 et 45,9 milliards de FCFA d'appuis budgétaires décaissés auprès de la France ; (ii) les émissions des titres publics à moyen et long termes (OT, OTA) ; (iii) les décaissements effectués sur divers prêts projets, et (iv) l'appréciation du Dollar Us par rapport à diverses devises, dont l'Euro apparié au FCFA. L'impact de la fluctuation des taux de change, a contribué à une augmentation de l'encours de la dette extérieure de l'ordre de 488,8 milliards de FCFA en glissement annuel.

Au 30 septembre 2022, la dette du secteur public comprend (i) 92,4% de dette directe de l'Administration Centrale (y compris la dette rétrocédée aux démembrement de l'Etat) évaluée à 11 442 milliards de FCFA (soit 42,3% du PIB), (ii) 7,6% de dette des entreprises publiques évaluée à 937 milliards de FCFA, soit 3,5% du PIB, et (iii) 0,1% de dette des collectivités territoriales décentralisées, estimée à 10 milliards de FCFA, soit 0,04% du PIB.

Tableau 1 : Encours de la dette publique et passifs conditionnels explicites de l'Etat

Rubriques	30 Sept 2021 *	31 Décembre 2021 **	31 Janvier 2022 ***	28 Février 2022 ***	31 Mars 2022 ***	30 Avril 2022 ***	31 Mai 2022 ***	30 Juin 2022 ***	31 Juillet 2022 ***	31 Août 2022 ***	30 Sept 2022 ***
Montant en Milliards de FCFA											
1. Dette extérieure	7 423	7 578	7 602	7 656	7 665	7 857	7 847	8 080	8 176	8 188	8 272
Multilatérale	3 173	3 268	3 291	3 365	3 382	3 448	3 437	3 539	3 642	3 661	3 693
dont appuis budgétaires	1 276	1 287	1 291	1 359	1 362	1 381	1 379	1 379	1 443	1 445	1 453
Bilatérale	3 203	3 298	3 276	3 255	3 253	3 367	3 384	3 493	3 486	3 476	3 533
dont appuis budgétaires	197	197	197	197	197	197	243	243	243	243	243
Commerciale	1 047	1 012	1 035	1 036	1 029	1 043	1 026	1 048	1 048	1 051	1 047
2. Dette Intérieure	2 856	2 929	2 971	2 927	3 008	2 967	3 161	3 190	3 080	3 082	3 170
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer)	2 665	2 765	2 808	2 764	2 845	2 804	2 909	2 938	2 909	2 911	2 999
Titres publics	1 201	1 276	1 329	1 311	1 410	1 380	1 499	1 475	1 455	1 468	1 573
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577
Dette structurée	824	850	840	815	797	786	773	827	818	807	790
Dette non structurée	63	62	62	61	61	61	60	59	59	59	59
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	192	163	163	163	163	163	252	252	171	171	171
3. Dette Directe de l'administration centrale	10 279	10 507	10 572	10 583	10 673	10 825	11 007	11 270	11 257	11 270	11 442
dont appui budgétaire total	1 473	1 484	1 488	1 556	1 559	1 578	1 616	1 622	1 686	1 688	1 696
4. Dette des Entreprises publiques	860	866	876	871	871	881	874	887	933	931	937
Dette extérieure directe des entreprises publiques	454	459	472	470	473	486	481	497	547	546	555
Dette intérieure auprès du système bancaire	406	407	404	401	399	395	393	390	387	384	382
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	10	10	10	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Dette extérieure directe des CTD's		N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's		10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	25	1 249	1 249	3 360	3 360	3 359	3 778	3 776	3 776	3 776	3 776
Dette avalisée	25	21	21	21	21	21	19	17	17	17	17
Partenariats Publics Privés		1 228	1 228	3 338	3 338	3 338	3 758	3 758	3 758	3 758	3 758
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	11 140	11 383	11 458	11 465	11 555	11 716	11 891	12 167	12 200	12 211	12 390

Source : CAA

L'encours de la dette directe de l'Administration Centrale (y compris les restes à payer de plus de trois mois) connaît une augmentation en glissement mensuel/trimestriel de 1,5% et 11,3% en glissement annuel. Cet encours est constitué à 72,3% de la dette extérieure et à 27,7% de la dette intérieure, dont 1,5% de restes à payer de plus de 3 mois.

L'encours de la dette directe des Etablissements et Entreprises Publics, suivant les données collectées, est évalué à environ 937,5 milliards de FCFA et enregistre une croissance de 0,7% par rapport au mois précédent, de 5,6% et 8,9% en glissement trimestriel et annuel respectivement.

L'encours de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) recensé est évalué à 10,2 milliards de FCFA, soit environ 0,04% du PIB, constitué exclusivement de la dette intérieure. Les travaux de recensement de la dette des CTD's se poursuivent en collaboration avec le Ministère des Finances (MINFI) et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL).

Les passifs conditionnels de l'Etat recensés à fin septembre 2022 sont évalués à environ 3 776 milliards de FCFA, soit 14,0% du PIB. Ils sont constitués de 0,5% de dette garantie par l'Etat et de 99,5% d'investissements sous forme de Partenariats Publics Privés (PPP).

La dette avalisée par l'Etat Central reste statique à environ 17 milliards de FCFA (soit 0,1% de la dette totale et 0,1% du PIB), par rapport au mois précédent et enregistre une baisse de 31,0% en glissement annuel.

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin septembre 2022, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale représente environ 30,6% du PIB, et est évalué à 8 272 milliards de FCFA, en hausse de 11,4% en glissement annuel, de 2,4% en glissement trimestriel et de 1,0% par rapport au mois précédent. Sa composition par type de créancier est de 44,6% pour la dette multilatérale ; 42,7% pour la dette bilatérale, et 12,7% pour la dette commerciale.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	30 Sept 2021 *	31 Décembre 2021 **	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 Mars 2022 ***	30 Avril 2022 ***	31 Mai 2022 ***	30 Juin 2022***	31 Juillet 2022***	31 août 2022***	30 septembre 2022***
Montant en Milliards de FCFA											
Multilatéral	3 173	3 268	3 291	3 365	3 382	3 448	3 437	3 539	3 642	3 661	3 693
BAD	488,3	508,4	510,5	509,7	512,0	519,2	524,0	526,4	529,3	529,2	528,9
dont appuis budgétaires PEF	269,2	326,9	326,9	326,9	326,9	326,9	326,9	326,9	326,9	326,9	326,9
appuis budgétaires COVID-19	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7
BADAE	26,0	26,7	27,5	27,2	27,0	28,6	28,0	28,5	29,4	29,7	30,0
BDEAC	24,8	25,3	25,3	24,7	24,7	24,7	24,7	23,4	23,4	22,7	22,7
BID	291,7	319,6	327,8	332,9	337,5	345,5	344,5	352,7	360,5	377,7	386,1
BIRD	171,5	175,7	175,7	175,8	177,1	178,5	186,3	220,8	220,8	221,4	224,4
dont appuis budgétaires PEF	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8	112,8
FAD	385,5	397,6	400,0	401,4	405,1	413,5	409,9	412,5	421,5	421,4	426,6
FIDA	52,3	54,2	55,3	55,8	56,0	57,5	57,2	58,5	59,7	59,8	60,2
FMI	661,6	671,4	674,6	743,7	745,7	761,7	754,8	759,4	821,1	822,0	828,4
dont appuis budgétaires PEF 2017-2020	341,8	346,9	348,6	349,3	350,2	357,8	354,5	356,7	363,6	364,0	366,8
appuis budgétaires COVID-19	220,5	223,8	224,9	225,4	226,0	230,8	228,7	230,1	234,6	234,9	236,7
appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023	33,1	33,6	33,7	56,3	56,5	57,7	57,2	57,5	74,3	74,4	74,9
appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2022	66,2	67,1	67,5	112,7	113,0	115,4	114,4	115,1	148,6	148,8	149,9
FS OEPF	13,1	13,1	13,2	12,9	13,0	13,1	12,6	12,8	13,1	13,2	13,4
IDA	1 018,8	1 038,0	1 042,8	1 043,6	1 047,3	1 068,6	1 058,6	1 107,9	1 127,8	1 128,2	1 136,8
dont appuis budgétaires PEF	174,4	175,7	176,6	176,0	176,6	180,0	178,7	180,3	182,4	183,0	185,1
UE	39,2	37,9	37,9	37,7	37,1	36,9	36,8	35,9	35,9	35,7	35,1
Bilatéral	3 203	3 298	3 276	3 255	3 253	3 367	3 384	3 493	3 486	3 476	3 533
ALLEMAGNE	17,7	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,2	17,2	17,2	17,2
Belgique	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,0	9,0	9,0	9,0
Espagne	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,1	3,0	2,4	2,4	2,4
FRANCE	912,6	931,2	925,0	925,0	907,2	888,1	934,3	922,5	925,6	919,0	905,0
dont appuis budgétaires PEF	196,8	196,8	196,8	196,8	196,8	196,8	242,7	242,7	242,7	242,7	242,7
dont C2D	117,5	143,2	136,6	136,6	126,8	117,2	67,6	67,6	67,6	61,0	54,5
JAPON	56,1	55,5	56,3	55,8	52,9	52,4	52,4	50,2	52,7	51,3	50,5
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	28,4	26,2	26,2	26,2	26,2	26,2	26,2	24,0	24,0	24,0	24,0
SUISSE	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
ARABIE SAOUDITE	8,8	9,2	9,3	9,3	9,0	9,6	9,4	9,7	9,9	10,1	10,0
CHINE	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5
COREE DU SUD	42,0	44,8	45,0	44,8	45,0	46,4	47,6	47,4	48,7	48,5	48,2
EXIMBANK DE CHINE	1 974,7	2 043,1	2 023,2	2 005,8	2 021,1	2 143,3	2 118,1	2 239,9	2 221,0	2 223,3	2 293,7
EXIMBANK TURQUE	80,2	82,0	83,3	76,9	77,8	82,2	80,5	82,6	85,4	80,1	82,7
INDE	54,1	58,6	59,6	63,8	66,4	70,8	68,6	70,4	72,7	73,5	72,8
KOWEIT	11,4	12,7	12,7	12,4	12,5	13,1	12,3	12,6	12,7	12,7	13,0
Commercial	1 047	1 012	1 035	1 036	1 029	1 043	1 026	1 048	1 048	1 051	1 047
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	43,0	44,0	44,7	44,2	44,8	47,3	46,3	47,5	49,1	49,6	51,2
Bank of China	120,8	123,5	125,4	116,9	115,4	121,9	119,4	122,5	126,7	119,8	120,5
Belfius	53,2	52,1	52,3	52,0	50,3	49,8	49,2	49,2	49,0	48,7	47,0
BMCE Bank	10,9	10,9	10,9	10,9	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	6,6
Commercial-eurobond	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0	542,0
dont Eurobond 2015	90,1	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7
Eurobond 2021	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3
Commerz bank Allemagne	20,8	28,8	29,2	28,9	32,5	34,3	33,6	34,5	36,2	36,6	39,3
Deutsche banque Espagne	30,5	28,0	26,6	25,1	25,4	23,2	21,0	21,9	18,4	21,5	21,5
Inter Islamic trade Finance Corporation	39,1	9,2	9,6	21,4	22,2	26,2	21,8	45,1	40,1	46,6	46,6
INTESA SANPAOLO SPA	88,6	81,5	81,5	81,5	77,3	77,3	77,3	70,2	70,2	70,2	66,1
Raiffeisen Bank Inter AG	5,8	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,5	5,5	5,5	5,5
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK	30,6	30,3	30,6	30,4	29,1	30,3	28,7	29,2	30,0	30,2	29,3
Standard Chartered Londres	55,7	55,7	76,5	76,5	76,0	76,0	72,0	72,0	72,0	72,0	71,4
Total Général	7 423	7 578	7 602	7 656	7 665	7 857	7 847	8 080	8 176	8 188	8 272

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

La dette extérieure multilatérale est essentiellement portée par : (i) la dette vis à vis du groupe de la Banque mondiale (IDA, BIRD), dont l'encours est évalué à environ 1 361,2 milliards de FCFA, représentant 37,0% de la dette multilatérale et 16,6% de la dette extérieure totale ; (ii) la dette envers le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD, FAD), évaluée à environ 955,5 milliards de FCFA et représentant 26,1% de la dette multilatérale et 11,7% de la dette extérieure ; (iii) la dette due au FMI évaluée à environ 828,4 milliards de FCFA d'appuis budgétaires, soit 22,5% de la dette multilatérale et 10,1% de la dette extérieure totale.

La dette extérieure bilatérale est constitué entre autres de (i) 63,8% de la dette contractée auprès de Chine, principal bailleur de fonds du Cameroun, avec un encours de dette évalué à environ 2 297,2 milliards de FCFA représentant 27,2% de la dette extérieure totale ; (ii) 26,6% de dette auprès de la France correspondant à 11,3% de la dette extérieure de l'Administration Centrale, d'un encours de dette estimé à environ 905,0 milliards de FCFA.

La dette commerciale est dominée par les Eurobonds émis en 2015 et 2021 évalués à environ 542,0 milliards de FCFA, soit 51,7% de créances commerciales et 6,6% de la dette extérieure.

II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.2.1. DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Au 30 septembre 2022, l'encours de la dette publique intérieure (hors Restes à Payer) est évalué, à 2 998,5 milliards de FCFA et représente 11,1% du PIB. Il est constitué de (i) 52,5% de titres publics, (ii) 26,3% de dette structurée, (iii) 19,2% de dette consolidée BEAC et (iv) 2,0% de dette non structurée. Cette dette est en hausse de 3,0% en glissement mensuel, 2,1% par rapport à fin juin 2022, et 12,5% par rapport à septembre 2021.

Tableau 3 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	30 Sept 2021 *	31 Décembre 2021 **	31 Janvier 2022 ***	28 Février 2022 ***	31 Mars 2022 ***	30 Avril 2022 ***	31 Mai 2022 ***	30 Juin 2022 ***	31 Juillet 2022 ***	31 Août 2022 ***	30 septembre 2022 ***
Montant en Milliards de FCFA											
Titres Publics	1 200,9	1 276,0	1 329,4	1 311,0	1 410,1	1 380,1	1 498,7	1 474,7	1 454,7	1 467,7	1 573,2
Bons de Trésor Assimilable	223,5	241,0	294,4	280,9	242,4	212,4	188,4	168,4	161,4	181,4	206,9
OTA	792,3	935,0	935,0	930,1	1 067,7	1 067,7	951,3	951,3	951,3	951,3	1 031,3
OTA 2 ans	55,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,346	-	-	-	-	-
OTA 3 ans	132,8	132,8	132,8	118,0	118,0	118,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
OTA 4 ans	-	-	-	-	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	65,0
OTA 5 ans	348,7	481,1	481,1	481,1	613,7	613,7	613,7	613,7	613,7	613,7	613,7
OTA 6 ans	127,9	160,0	160,0	160,0	160,0	160,0	160,0	160,0	160,0	160,0	160,0
OTA 7 ans	82,7	82,7	82,7	82,7	82,7	82,7	82,7	82,7	82,7	82,7	102,7
OTA 10 ans	45,0	45,0	45,0	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9
OT	185,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	335,0	335,0	335,0	335,0	335,0
ECMR 5,5% 2018-2023	150,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ECMR 6,25% 2022-2029	-	-	-	-	-	-	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0
Emprunt consolidé BEAC	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9
Dette Structurée	823,8	850,2	839,6	814,7	797,4	786,3	772,5	827,3	818,4	807,1	789,6
Dette Structurée Bancaire	368,9	421,0	414,7	394,2	386,0	383,7	370,6	437,4	434,9	419,7	412,2
Dette Bancaire Titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette bancaire SONARA	62,6	61,3	59,3	54,8	53,1	53,1	51,8	51,8	50,3	48,1	45,3
ECOBANK	13,6	13,6	11,6	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1	9,1	8,1	8,1
PLANUT 1	48,8	47,5	47,5	44,5	42,8	42,8	41,5	41,5	40,0	38,8	37,0
PLANUT 2	17,8	16,5	16,5	15,3	15,3	15,3	14,0	14,0	12,5	11,3	11,3
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche A	31,0	31,0	31,0	29,3	27,5	27,5	27,5	27,5	27,5	27,5	25,8
Programme Thermique d'Urgence (PTUI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIC-COFFOR	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
BGFI	34,4	31,9	30,5	27,5	27,5	26,5	26,5	23,5	22,5	22,5	22,5
PLANUT	17,7	17,7	16,8	16,8	16,8	15,8	15,8	15,8	14,8	14,8	14,8
PROMOTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STADE JAPOMA	16,7	14,2	13,7	10,7	10,7	10,7	10,7	7,7	7,7	7,7	7,7
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	153,4	166,3	166,3	154,4	154,4	154,4	142,5	219,2	219,2	207,3	207,3
PLANUT	153,4	141,5	141,5	129,6	129,6	129,6	117,8	117,8	117,8	105,9	105,9
Cession de créance PAD	-	-	-	-	-	-	-	76,7	76,7	76,7	76,7
Cession de créance PAK	-	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8
UBA	13,0	12,0	12,0	12,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,0	8,0
STADE OLEMBE	13,0	12,0	12,0	12,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,0	8,0
CCA BANK	10,3	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	10,3	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
CREDIT FONCIER	35,0	33,8	33,8	32,7	32,2	31,2	31,2	30,2	30,2	30,2	30,2
LOGEMENTS SOCIAUX	15,0	15,0	15,0	14,5	14,0	13,0	13,0	12,0	12,0	12,0	12,0
SIC ETAT SIEGE	19,9	18,8	18,8	18,2	18,2	18,2	18,2	18,2	18,2	18,2	18,2
SCB	-	10,1	10,1	10,1	9,8	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
Pénitente Est Douala	-	10,1	10,1	10,1	9,8	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	58,6	93,9	91,0	91,0	87,4	87,4	87,4	81,4	81,4	81,4	77,7
Cession de créances ENEO 2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créances ENEO 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créances ENEO 2020	42,2	38,6	38,6	38,6	38,6	38,6	38,6	38,6	38,6	38,6	34,9
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	-	38,9	38,9	38,9	35,2	35,2	35,2	31,6	31,6	31,6	31,6
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	11,3	11,3	11,3	11,3
Cession de créances NEPTUNE OIL	2,9	2,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette structurée non bancaire	454,9	429,2	424,9	420,4	411,4	402,6	401,9	390,0	383,5	387,4	377,4
Dette titrisée	73,9	69,2	66,8	66,4	63,8	61,2	60,5	58,1	54,9	54,6	53,9
Dette croisée et B.T.P titrisée	1,6	1,6	1,6	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PAD	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
SONARA	52,3	47,6	45,2	45,2	42,5	39,9	39,3	36,9	33,7	33,4	32,6
Dette non titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette B.T.P non titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	313,8	285,1	284,1	281,0	278,0	271,9	271,9	264,8	261,5	261,5	257,3
CNPS	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2
Anciennes conventions	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6
Immeuble ministériel - CNPS	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
Avance de trésorerie N°1	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Avance de trésorerie N°2	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Avance de trésorerie N°3	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Avance de trésorerie N°4	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
ALUCAM	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PAD	8,1	8,1	8,1	6,6	5,8	4,8	4,8	3,3	2,3	2,3	2,3
Paiement guichet CAA	1,3	1,3	1,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement guichet DGTFCM	6,8	6,8	6,8	6,6	5,8	4,8	4,8	3,3	2,3	2,3	2,3
PAK	24,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SRC/BICEC/SIMAR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-
CAMTEL	57,9	53,9	52,9	51,9	50,7	46,5	46,5	41,5	39,2	39,2	35,0
CAMWATER	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
SOPECAM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
CDE/CAMWATER	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMRAIL	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
SIC	33,9	33,9	33,9	33,4	32,9	31,9	31,9	31,4	31,4	31,4	31,4
SONATREL	26,3	26,3	26,3	26,3	25,8	25,8	25,8	25,8	25,8	25,8	25,8
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	64,0	71,7	70,8	69,8	66,3	66,3	66,3	63,7	63,7	68,0	62,9
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ENEO	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
SITRABCAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESCROW ACCOUNT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G.I.D.E.P.P.E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	4,7
SCTB	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SCC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
HYSACAM	-	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	1,7	1,7	1,7	1,7
MARKETERS	21,3	21,3	20,4	19,4	15,9	15,9	15,9	14,0	14,0	13,1	8,5
CORLEY	6,4	6,4	6,4	5,4	5,4	5,4	5,4	4,4	4,4	4,4	3,4
OLA - Energy	4,6	4,6	3,7	3,7	2,8	2,8	2,8	1,9	1,9	1,0	-
GREEN OIL	10,3	10,3	10,3	10,3	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	5,2
Autres conventions	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Dette Non Structurée	63,1	62,2	61,6	61,0	60,7	60,7	60,5	59,2	59,2	59,1	58,8
Dette Commerciale	14,0	13,7	13,7	13,1	12,8	12,8	12,6	11,9	11,8	11,8	11,7
Dette Locative	10,7	10,6	10,6	10,6	10,6	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Indemnités	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,4	26,4	26,4	26,3
Autres Dettes Non Structurées	11,9	11,4	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,4	10,4	10,4	10,3
Total Général	2 664,8	2 765,3	2 807								

II.1.2.2. RESTES A PAYER

Suivant la dernière mise à jour de la Balance Générale du Trésor, l'encours des Restes à Payer (RAP) à fin juillet 2022 est évalué à 294,5 milliards de FCFA, dont 58,2% constitué des RAP de plus de trois (03) mois et 41,8% des RAP de moins de trois (03) mois.

A fin septembre 2022, l'encours des RAP est maintenu au niveau arrêté à fin juillet 2022, sous réserve des travaux en cours pour la détermination du stock visé. Ainsi, l'encours des Restes à Payer de plus de trois (03) mois est estimé à 171,4 milliards de FCFA, soit une baisse de 1,56% en glissement annuel et de 32% en glissement trimestriel.

Tableau 4 : Encours des Restes à Payer

Libellé	30 Sept 2021 ***	31 décembre 2021 *	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 mars 2022 ***	30 avril 2022 ***	31 mai 2022 ***	30 Juin 2022***	31 Juillet 2022***	31 août 2022***	30 septembre 2022***
Montants en milliards de FCFA											
Restes à Payer de plus de trois mois	191,6	163,3	163,3	163,3	163,3	163,3	252,2	252,2	171,4	171,4	171,4
BIENS ET SERVICES	55,2	52,3	52,3	52,3	52,3	52,3	75,2	75,2	24,9	24,9	24,9
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	58,1	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	71,0	71,0	51,4	51,4	51,4
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	4,2	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	9,4	9,4	8,8	8,8	8,8
AUTRES TRANSFERTS	35,3	31,6	31,6	31,6	31,6	31,6	41,4	41,4	32,7	32,7	32,7
SUBVENTION	15,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	28,5	28,5	22,5	22,5	22,5
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	15,0	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	26,8	26,8	19,3	19,3	19,3
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	8,1	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8			11,9	11,9	11,9
Restes à Payer de moins de trois mois	107,4	321,0	321,0	321,0	321,0	321,0	74,0	74,0	123,1	123,1	123,1
BIENS ET SERVICES	40,2	91,9	91,9	91,9	91,9	91,9	11,9	11,9	10,0	10,0	10,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	23,1	151,0	151,0	151,0	151,0	151,0	6,1	6,1	19,2	19,2	19,2
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	5,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	6,5	6,5	7,8	7,8	7,8
AUTRES TRANSFERTS	10,0	18,6	18,6	18,6	18,6	18,6	31,6	31,6	49,3	49,3	49,3
SUBVENTION	9,4	22,5	22,5	22,5	22,5	22,5	12,6	12,6	19,6	19,6	19,6
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	14,4	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	5,5	5,5	17,2	17,2	17,2
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	5,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	299,0	484,3	484,3	484,3	484,3	484,3	326,3	326,3	294,5	294,5	294,5

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

II.2. DETTE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Encadré 1 :

Suivant la Circulaire du N°001/CAB/PRC du Président de la République du 30 août 2021, la dette des Entreprises et Etablissements Publics, ainsi que celle des autres démembrements de l'Etat doivent être intégrés progressivement dans le champ de la dette publique. Ces orientations sont rappelées dans la Loi de Finances 2022 et notamment dans la stratégie d'endettement à moyen terme.

Conformément à la circulaire visée et au Manuel des finances publiques de 2014, la collecte des données sur la dette des entreprises et établissements publics et des CTD's se poursuit, pour leur intégration dans le périmètre de la dette publique.

Il convient de rappeler ici que la dette directe de l'Administration Centrale, comprend la dette rétrocédée aux entreprises et établissements publics. Elle n'est donc pas comptabilisée dans cette rubrique. La dette globale des démembrements de l'Etat, outre les dettes à court terme, sont constituées des dettes rétrocédées par l'Administration Centrale et des dettes directes des dites entités.

A fin septembre 2022, l'encours de la dette des Entreprises et Etablissements publics enregistrée, est évalué à environ 937,5 milliards de FCFA (soit 3,5% du PIB), dont 56,3% de dette extérieure et 43,7% de dette intérieure.

II.2.1. DETTE INTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

A fin septembre 2022, l'encours estimé de la dette des Entreprises publiques auprès des créanciers domestiques se chiffre à 381,8 milliards de FCFA, et baisse de 0,7% par rapport à celui du mois précédent, de 2,1% par rapport au trimestre précédent et de 6,0% en glissement annuel, du fait des remboursements effectués.

Tableau 5 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 Sept 2021 ***	31 décembre 2021 **	31 janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 mars 2022 ***	30 avril 2022 ***	31 mai 2022 ***	30 Juin 2022***	31 Juillet 2022***	31 août 2022***	30 septembre 2022***
Montants en Milliards de FCFA											
SCDP	0,6	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	-	-	-	-
SONARA	290,3	285,6	284,0	282,4	280,9	279,3	277,6	276,0	274,4	272,8	271,1
SONARA Dette Bancaire	261,4	256,8	255,2	253,6	252,0	250,4	248,8	247,2	245,6	243,9	242,3
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	20,3	19,2	18,2	17,9	17,5	16,5	16,2	15,9	14,8	14,5	14,2
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	9,5	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
MAETUR	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	14,0	21,0	20,6	20,2	19,6	18,9	18,5	17,9	17,2	16,8	16,2
Total Dette Intérieure	406,2	407,1	404,1	401,2	398,5	395,2	392,8	390,1	386,8	384,5	381,8

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CTR/CAA

II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

A fin septembre 2022 et sur la base des informations disponibles, quatre (04) Entreprises publiques sont directement endettées auprès des créanciers extérieurs, à savoir : la SONARA, la CAMAIR-CO, les ADC et le PAD. L'encours de la dette visée est évalué à 555,2 milliards de FCFA. Cet encours est tiré à 84,0% par la dette de la SONARA, 12,5% par la dette de CAMAIR-CO.

Il y a lieu de relever qu'après la signature de la convention portant restructuration de la dette bancaire de la SONARA auprès des banques locales le 15 octobre 2021, le Gouvernement a procédé le 22 septembre 2022, à la signature de la convention de restructuration et de remboursement de la dette de la SONARA vis-à-vis du Trader suisse, Vitol S.A. Selon les termes de la convention, l'Etat à travers le compte spécial de soutien à la raffinerie ouvert à cet effet, devra rembourser environ 172,6 millions de dollar US et 108,7 millions d'Euro (soit au total près de 208 milliards de FCFA) sur une période de 10 années, à un taux d'intérêt de 5,5% HT.

Tableau 6 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapublique	30 Sept 2021 ***	31 décembre 2021 **	31 janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 Mars 2022 ***	30 avril 2022 ***	31 mai 2022 ***	30 Juin 2022***	31 Juillet 2022***	31 Août 2022***	30 septembre 2022***
Montants en Milliards de FCFA											
ADC	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1
SONARA	360,0	365,5	378,9	378,2	380,9	394,7	389,4	405,1	455,5	457,5	466,6
CAMAIR-CO	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
PAD	19,5	18,4	18,0	17,2	17,2	16,7	16,7	16,7	16,3	14,2	13,9
TOTAL	454,2	458,6	471,6	470,1	472,9	486,1	480,8	496,5	546,6	546,5	555,2

* données définitives *** données provisoires non exhaustives - en cours de

Source : CTR/CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Encadré 2 :

Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Ce sont des risques budgétaires pour l'Etat et leur suivi et évaluation devraient être de mise pour des besoins de transparence. Ces passifs sont à prendre en considération dans les simulations d'impact sur l'endettement public, dans les Analyses de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

Dans cette conjoncture, les passifs conditionnels explicites se limitent à la dette garantie par l'Etat et aux Partenariats Publics Privés (PPP).

Au 30 septembre 2022, les passifs conditionnels explicites de l'Etat sont estimés à 3 776 milliards de FCFA, dont 0,5% représente la dette garantie par l'Etat et 99,5% constitué des partenariats publics privés actifs.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

Au cours du mois de septembre 2022, aucune transaction n'a été enregistrée au titre de la dette avalisée par l'Etat. Son encours est ainsi maintenu au niveau du précédent trimestre à 17,5 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB.

Tableau 7 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

N°	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	30 Sept 2021 ***	Encours au 31 décembre 2021 **	Encours au 31 janvier 2022 ***	Encours au 28 février 2022 ***	Encours au 31 mars 2022 ***	Encours au 30 avril 2022 ***	Encours au 31 mai 2022 ***	Encours au 30 juin 2022 ***	Encours au 31 juillet 2022 ***	Encours au 31 août 2022 ***	Encours au 30 septembre 2022 ***
1	AFD	PAD	2,3	1,8	1,8	1,8	1,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
2	AFDB	DPDC	2,4	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,2	1,2	1,2	1,2
3	FMO	DPDC	2,4	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,2	1,2	1,2	1,2
4	IFC	DPDC	2,4	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,2	1,2	1,2	1,2
5	AFDB	KPDC	6,7	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
6	BDEAC	KPDC	2,4	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
7	EIB	KPDC	6,6	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			25,4	21,3	21,3	21,3	21,3	20,8	19,3	17,5	17,5	17,5	17,5

Source : CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Encadré 3 :

Un Partenariat Public Privé (PPP) est un accord contractuel par lequel l'Etat, une Collectivité Territoriale Décentralisée, un Etablissement Public, une Entreprise Publique ou tout autre organisme public, confie à une entité privée, pour une période déterminée en fonction de la durée d'amortissement des investissements ou des modalités de financement retenues, une mission globale contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement, soit du partenaire public (PPP à Paiement Public), soit des usagers du service (PPP de type concessif), soit des deux (PPP mixte).

Au Cameroun, les contrats de partenariats sont organisés autour de nombre de texte dont les principaux sont : (i) la loi n° 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant régime général des contrats de partenariat qui met en place (ii) et par le décret n°2008/035 du 23 janvier 2008 modifié et complété par décret n°2012/148 du 21 mars 2012 qui crée le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA) qui, placé sous la tutelle du MINEPAT a pour mission de contribuer par son expertise, à la création, au renouvellement des infrastructures et équipements publics, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité du service public dans le cadre des projets de grande envergure technique et financière à réaliser à travers un contrat de partenariat.

Plusieurs entités interviennent dans le cadre du PPP, outre les autorités contractantes, mais également le CARPA, le Comité en charge de l'émission des avis de soutenabilité budgétaire, le CNDP où siège le Président du CARPA comme invité permanent.

Un nouveau cadre institutionnel des PPP est en cours d'élaboration et suivi dans les différents programmes en cours avec le FMI, la Banque mondiale, ainsi qu'au niveau de la CEMAC pour une optimisation des financements nécessaires pour l'atteinte des objectifs de développement du Cameroun et des pays de la CEMAC.

Au 30 septembre 2022, le montant des investissements signés sous forme de PPP sur la base des informations collectées, identique au montant arrêté à la fin juin 2022, s'élève à 3 758,4 milliards de FCFA et représente 13,9% du PIB.

Les PPP actifs suivis au niveau du CARPA, sont évalués à fin septembre 2022 à 491,9 milliards de FCFA (soit 1,9% du PIB).

D'autres partenariats ne figurant pas dans le portefeuille du CARPA portent sur un montant global

de 3 266,5 milliards de FCFA (soit 12,0% du PIB)

Les détails concernant les projets signés sous forme de PPP sont présentés dans le tableau ci-après :

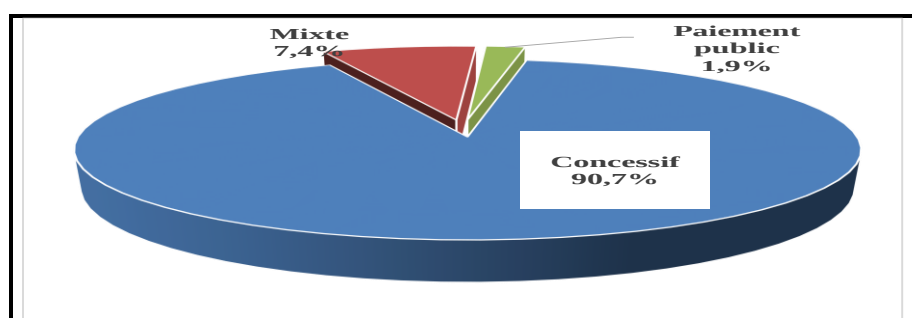
Tableau 8 : Liste des projets signés sous forme de PPP

N°	Code projet	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 31 Décembre 2021 ***	Montant de l'investissement au 31 Janvier 2022 ***	Montant de l'investissement au 28 Février 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2022 ***	Montant de l'investissement au 30 Avril 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Mai 2022 ***	Montant de l'investissement au 30 Juin 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Juillet 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Août 2022 ***	Montant de l'investissement au 30 septembre 2022 ***
Montant en milliards de FCFA															
1	P12-001	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
2	P13-001	Réhabilitation du laboratoire central de l'Hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Paiement public	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
3	P15-005	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Paiement public	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34
4	P14-002	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m3 d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26
5	P16-006	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CLUY	31/08/2016	Mixte	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
6	P16-004	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Paiement public	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
7	P15-009	Construction de 6 immeubles de rapport à Okoko	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
8	P13-005	Gare routière de SOUKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
9	P17-001	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
10	P17-013	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
11	P16-001	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	signé en Décembre 2020 et entré en vigueur le 10 Juin 2022	Paiement public	35	35	35	35	35	35	35	35	35	35
12	P17-004	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CLUY		Concessif	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
13	P13-003	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250
14	P17-012	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	0	0	3	3	3	3	3	3	3	3
15	P17-013	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52
16	P17-014	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	03/12/2021	Concessif	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
Total (CARPA)						488,9	488,9	491,9	491,9	491,9	491,9	491,9	491,9	491,9	491,9
17		Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	concessif	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723
18		Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	concessif	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
19		construction de magasin de Cale	PAD	01/07/2021	concessif	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
20		projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo (Pour Mémoire) constitué des phases :	MINT et PAK	25/02/2022	concessif	0	0	5400	5400	5400	5400	5400	5400	5400	5400
21		1- Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	concessif	0	0	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4
22		2- projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	25/02/2022	concessif	0	0	1905,1	1905,1	1905,1	1905,1	1905,1	1905,1	1905,1	1905,1
23		Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	concessif	0	0	0,0	0,0	0,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0
Total Général (hors Chemin de fer Cameroun-congo)						1 227,9	1 227,9	3 338,4	3 338,4	3 338,4	3 758,4	3 758,4	3 758,4	3 758,4	3 758,4
*** données provisoires															

Source : CARPA/CAA/CNDP

Comme indiqué à la fin du précédent trimestre, à fin septembre 2022, le montant des investissements signés sous forme de PPP est constitué de 90,7% des PPP de type concessif, 7,4% des PPP mixtes et 1,9% des PPP à Paiement public.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP en septembre 2022 selon ses différentes formes



Sources : CARPA/CAA/CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de septembre 2022, le Trésor Public a réglé 89,3 milliards de FCFA pour assurer le service effectif de la dette publique (hors Restes à Payer), dont 76,9 milliards de FCFA pour le principal et 12,4 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts. Ce service a été destiné à : (i) 78,9% pour la dette extérieure (ii) et 21,1% pour la dette intérieure.

Le service effectif cumulé de janvier à septembre 2022 est de 910,2 milliards de FCFA, dont 733,1 milliards de FCFA de principal et 177,1 milliards de FCFA de paiements d'intérêts et commissions.

Le service prévisionnel de la dette publique au titre du mois d'octobre 2022 est évalué à 113,9 milliards de FCFA, dont 87,9 milliards de FCFA de principal et 26 milliards de FCFA d'intérêts, contre 47,5 milliards de FCFA pour le mois de novembre 2022.

Tableau 9 : Service de la dette publique en milliards de FCFA

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembre 2021 *	Cumul Service effectif Janvier - Decembre 2021 *	Service effectif janvier 2022 *	Service effectif février 2022 *	Service effectif mars 2022 *	Service effectif avril 2022 *	Service effectif Mai 2022 **	Service effectif Juin 2022 **	Service effectif Juillet 2022 ***	Service effectif Août 2022 ***	Service Prévisionnel Septembre 2022	Service effectif Septembre 2022 ***			Service Prévisionnel Novembre 2022	Cumul Service effectif Janvier - Septembre 2022 ***			Service Prévisionnel Octobre 2022	Service Prévisionnel Novembre 2022
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total					Principal	Intérêt	Total	Total	Total
Dette extérieure	27,9	737,3	134,4	29,0	68,9	42,8	27,4	44,2	120,9	70,7	79,0	59,1	11,3	70,4	19,3	456,3	152,4	608,7	58,0	19,3
Multilatérale	10,6	60,8	0,5	10,3	14,0	2,4	4,3	7,2	0,7	11,2	23,5	12,2	3,7	15,9	7,5	46,2	20,2	66,4	3,2	7,5
Bilatérale	2,3	139,7	130,5	7,8	29,6	34,9	2,8	23,8	112,0	32,8	32,5	35,3	5,4	40,6	2,2	299,8	115,0	414,8	49,7	2,2
Commerciale	14,9	536,8	3,4	10,8	25,3	5,5	20,3	13,3	8,2	26,7	23,0	11,7	2,2	13,9	9,6	110,3	17,1	127,5	5,0	9,6
Dette intérieure (hors RAP)	15,8	291,7	13,3	45,0	20,5	12,6	134,1	25,3	11,3	20,6	58,7	17,7	1,2	18,9	28,2	276,9	24,7	301,6	55,9	28,2
Titres publics (hors BTA)	-	111,7	-	14,8	-	-	116,4	-	-	-	32,3	-	-	-	-	131,2	-	131,2	32,3	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette structurée	14,4	174,3	12,7	29,6	20,2	12,6	17,5	24,1	11,2	20,5	25,9	17,5	1,2	18,6	27,4	142,4	24,7	167,1	22,4	27,4
Dette non structurée	1,3	5,8	0,6	0,6	0,3	0,0	0,2	1,3	0,1	0,1	0,4	0,2	-	0,2	0,8	3,4	-	3,4	1,2	0,8
																-	-	-	-	-
Total Dette Publique	43,6	1 029,0	147,7	74,0	89,4	55,4	161,5	69,5	132,2	91,3	137,7	76,9	12,4	89,3	47,5	733,1	177,1	910,2	113,9	47,5
Allègements reçus - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19	13,4	163,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au courant du mois de septembre 2022, l'Administration Centrale a réglé 70,4 milliards de FCFA de dette extérieure, dont 59,1 milliards de FCFA de principal et 11,3 milliards de FCFA d'intérêts.

Ce service a été principalement payé en faveur des créanciers bilatéraux à hauteur de 57,7%. Les créanciers multilatéraux ont perçu une proportion de 22,5% de ce service tandis que les créanciers commerciaux ont bénéficié de 19,8%.

Le cumul du service de la dette extérieure réglé par l'Etat sur les neuf (09) premiers mois de l'année s'élève à 608,7 milliards de FCFA, dont 456,3 milliards de FCFA au titre du paiement du principal.

Le service prévisionnel de la dette extérieure du mois d'octobre 2022 est évalué à 58,0 milliards de FCFA, dont 41,0 milliards de FCFA de principal. Le service prévisionnel du mois de novembre quant à lui est évalué à 19,3 milliards de FCFA.

L'évolution ainsi que la répartition dudit service sont détaillées dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembre 2021 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2021 *	Service effectif janvier 2022 *	Service effectif février 2022 *	Service effectif mars 2022 *	Service effectif avril 2022 *	Service effectif Mai 2022 **	Service effectif Juin 2022 **	Service effectif Juillet 2022***	Service effectif Août 2022***	Service prévisionnel Septembre 2022	Service effectif Septembre 2022***			Service prévisionnel Octobre 2022***	Cumul Service effectif Janvier - Septembre 2022 ***			Service prévisionnel Octobre 2022***	Service prévisionnel Novembre 2022***
Baillleurs	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Total	Total
Multilatéral	10,6	60,8	0,5	10,3	14,0	2,4	4,3	7,2	0,7	11,221	23,5	12,2	3,7	15,9	3,2	46,2	20,2	66,4	3,2	7,5
BAD	1,2	7,7	-	2,6	4,7	-	0,3	0,2	-	3,0	6,2	4,3	0,3	4,6	-	12,5	2,9	15,4	-	2,0
BADEA	0,5	1,7	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,8	0,7	0,1	0,8	0,0	1,6	0,4	1,9	0,0	1,1
BDEAC	-	5,8	-	1,0	-	-	-	2,2	-	1,0	-	-	-	-	-	2,6	1,6	4,2	-	-
BEI	0,8	4,6	0,1	0,2	0,8	0,3	-	1,0	0,1	0,2	0,8	0,6	0,1	0,8	0,3	2,8	0,5	3,3	0,3	-
BID	-	2,9	-	0,2	-	0,0	0,4	2,2	0,2	0,4	4,3	-	-	-	0,3	2,8	0,7	3,4	0,3	0,1
BIRD	-	1,9	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6	-	-	0,9
FAD	1,2	7,3	0,1	1,0	1,3	1,1	0,4	0,1	0,1	1,1	3,0	0,7	0,6	1,3	1,3	4,1	2,5	6,6	1,3	0,6
FED	-	0,2	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1	-	-
FIDA	0,4	1,6	-	0,4	0,4	0,1	-	-	-	0,4	0,4	0,3	0,1	0,4	0,1	1,3	0,4	1,7	0,1	-
FSN	-	0,1	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,1	-	0,1
FSOPEP	0,1	3,2	0,1	0,3	0,1	0,8	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,6	1,9	0,3	2,2	0,6	0,3
IDA	6,5	23,9	0,2	4,7	6,0	0,1	2,0	1,0	0,2	5,0	7,8	5,4	2,4	7,9	0,7	16,5	10,6	27,1	0,7	2,5
Bilatéral	2,3	139,7	130,5	7,8	29,6	34,9	2,8	23,77	112,0	32,8	32,5	35,3	5,4	40,6	49,7	299,8	115,0	414,8	49,7	2,2
AFD	-	-	3,3	0,2	12,2	11,1	-	8,8	0,4	3,3	8,6	10,7	0,8	11,5	12,5	44,7	6,1	50,8	12,5	-
BELGAIQUE	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1	-	-
EXIMBANK CHINE	0,3	111,7	123,7	-	9,3	4,4	0,6	-	110,7	17,4	19,6	15,9	3,6	19,5	4,3	195,4	90,2	285,7	4,3	-
EXIMBANK CORREE	-	-	-	-	-	-	0,9	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,8	0,2	1,1	-	0,7
EXIMBANK INDE	0,4	1,1	-	-	0,4	0,0	-	1,7	0,0	0,1	-	2,9	0,8	3,7	-	2,9	3,1	6,0	-	0,9
EXIMBANK USA	1,7	6,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,6	0,1	1,7	-	1,6	0,1	1,7	-	-
EXIMBANK Turquie	0,0	14,3	-	7,4	0,0	-	-	-	-	8,2	-	-	-	-	-	11,6	4,1	15,6	-	-
FNDEA	-	1,6	0,1	0,2	-	-	0,7	-	0,2	0,5	-	-	-	-	-	1,5	0,3	1,7	-	0,6
France	-	-	3,3	-	6,6	19,2	-	9,6	-	3,3	3,3	3,3	-	3,3	32,9	35,0	10,3	45,3	32,9	-
FSD	-	-	0,1	-	0,4	-	0,0	-	0,1	-	0,4	0,4	0,0	0,4	-	0,8	0,2	1,0	-	0,1
HERMES	-	-	-	-	-	-	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,1	0,4	-	-
JICA	-	0,0	-	-	0,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,6	0,5	0,1	0,6	0,0	1,1	0,2	1,3	0,0	0,0
KFW	-	0,0	-	-	-	-	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,1	0,4	-	-
SERV	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,0	0,2	-	-
Norvège (EKSPORTKREDIT NORGE SA)	-	4,8	-	-	-	-	-	2,4	-	-	-	-	-	-	-	2,2	0,1	2,4	-	-
Espagne/ICO	-	-	-	-	-	-	0,5	0,1	0,5	-	-	-	-	-	-	1,2	0,0	1,2	-	-
Commercial	14,9	536,8	3,4	10,8	25,3	5,5	20,3	13,3	8,2	26,7	23,0	11,7	2,2	13,9	5,0	110,3	17,1	127,5	5,0	9,6
Bank of China	3,4	21,4	0,3	8,8	3,5	-	-	-	0,2	10,5	3,9	3,1	0,8	3,9	-	21,1	6,0	27,1	-	0,0
BANK OF TOKYO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BELFUS BANQUE SA	2,3	8,0	0,1	0,3	2,3	0,5	0,8	-	0,2	0,3	3,3	1,7	0,6	2,3	0,5	5,4	1,3	6,7	0,5	0,7
Commerzbank	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	-
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	-	11,6	1,6	1,6	0,0	0,9	2,4	-	3,8	-	0,1	-	0,0	0,0	0,6	9,4	1,0	10,4	0,6	2,4
Eurobond N°1	-	456,4	-	-	-	3,9	-	-	-	-	-	-	-	-	3,9	-	3,9	3,9	3,9	-
EXIMBANK CHINE / POLYTECHNOLOGIES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE / SINOSURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ICBC chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0
ICO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ING BANK N.V.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INTESA/CLIFFORD	4,1	24,0	-	-	4,8	-	-	7,7	-	0,2	3,4	4,2	0,5	4,7	-	15,4	2,0	17,4	-	-
ITFC	-	-	1,4	-	9,7	-	11,3	5,1	3,9	15,6	2,4	-	-	-	-	46,5	0,5	47,0	-	-
KBC Bank sa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RAIFFESEN BANK	-	0,4	-	-	-	-	-	0,2	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,2	-	-
Société Générale	0,3	0,9	-	0,0	1,7	0,0	1,4	-	-	-	6,5	-	-	-	-	2,8	0,3	3,1	-	1,5
STANDARD CHARTERED BANK	2,2	8,3	-	0,0	0,7	0,2	4,4	0,0	0,2	0,0	1,1	0,6	0,1	0,7	-	5,1	1,1	6,2	-	4,0
BMCE Bank	2,6	5,9	-	-	2,5	-	0,1	0,2	-	0,0	2,3	2,2	0,3	2,5	-	4,4	0,9	5,2	-	-
Total Général	27,9	737,3	134,4	29,0	68,9	42,76	27,38	44,20	120,9	70,7	79,0	59,1	11,3	70,4	58,0	456,3	152,4	608,7	58,0	19,3
Allègement requis- Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19	13,4	163,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Le service effectif de la dette intérieure (hors Restes à Payer et remboursements des BTA) réglé au cours du mois de septembre 2022, s'élève à 18,9 milliards de FCFA, dont 17,7 milliards de FCFA de principal et 1,2 milliard de FCFA d'intérêts. Ce service est destiné à 99,0% au règlement de la dette structurée.

Le cumul du service effectif de la dette intérieure réglé par l'Etat de janvier à septembre 2022 se chiffre à 301,6 milliards de FCFA, dont 276,9 milliards de FCFA de principal.

Le service prévisionnel du mois d'octobre 2022 de la dette intérieure (hors restes à payer et BTA), est de 55,9 milliards de FCFA, dont 46,9 milliards de FCFA de principal. Pour le mois de novembre, ce service est de 28,2 milliards de FCFA.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du service de la dette intérieure.

Tableau 11 : Service de la dette intérieure hors Restes à Payer et du club de paris

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembr e 2021 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2021 *	Service effectif Janvier 2022 *	Service effectif février 2022 *	Service effectif mars 2022 *	Service effectif avril 2022 *	Service effectif Mai 2022 **	Service effectif Juin 2022 **	Service effectif Juillet 2022 ***	Service effectif Août 2022 ***	Service prévisio nnel Septemb re 2022	Service effectif Septembre 2022 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2022 ***			Service prévisio nnel Octobre 2022 ***	Service prévisionnel Novembre 2022 ***
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Total	Total
Titres Publics (hors remboursement BTA)	-	111,7	-	14,8	-	-	116,4	-	-	-	32,3	-	-	-	131,2	-	131,2	32,3	-
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	26,5	479,0	83,0	25,5	4,0	-	-	20,0	83,0	28,5	-	25,5	-	25,5	269,5	-	269,5	-	-
dont intérêts précomptés y/c les commission BEAC	0,7	9,2	2,1	0,6	0,1	0,1	-	0,5	2,1	0,7	-	0,6	0,6	-	6,8	6,8	-	-	-
Remboursements	45,0	465,2	29,6	39,0	42,5	30,0	-	44,0	103,0	15,5	-	-	-	-	303,6	-	303,6	-	-
Financement net	- 18,5	13,8	53,4	- 13,5	- 38,5	- 30,0	-	- 24,0	-	-	-	-	-	- 52,6	-	- 52,6	-	-	-
Obligation de Trésor Assimilable	-	21,9	-	14,8	-	-	116,4	-	-	-	32,3	-	-	-	131,2	-	131,2	32,3	-
OTA 2 ans	-	21,9	-	-	-	-	33,3	-	-	-	31,1	-	-	-	33,3	-	33,3	27,1	-
OTA 3 ans	-	-	-	14,8	-	-	83,0	-	-	-	1,2	-	-	-	97,8	-	97,8	-	-
OTA 5 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,1	-
OTA 6 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,1	-
Obligation de Trésor (Emprunts obligataires)	-	89,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Structurée	14,4	174,27	12,7	29,6	20,2	12,6	17,5	24,1	11,2	20,5	25,9	17,5	1,2	18,6	142,4	24,7	167,1	22,4	27,4
Dette Structurée Bancaire	9,3	107,6	6,8	25,1	9,5	2,9	16,6	11,3	3,6	18,7	7,1	7,5	0,7	8,2	84,9	17,9	102,8	10,2	15,2
Dette bancaire titrisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2	0,9
ECOBANK	3,0	111,1	2,0	5,8	2,2	-	1,6	-	1,8	2,6	2,1	2,8	0,4	3,1	16,0	3,1	19,1	-	-
PLANUT	3,0	4,2	2,0	1,9	0,1	-	-	-	-	1,0	-	1,0	-	1,0	5,5	0,5	6,0	-	-
PLANUT 2	-	6,9	-	3,8	2,2	-	1,6	-	1,8	1,6	2,1	1,8	0,4	2,1	10,5	2,6	13,1	-	-
BGFI	1,0	10,8	1,9	3,0	-	1,6	-	2,9	1,5	0,0	-	-	-	-	9,3	1,7	11,0	4,7	-
PLANUT	1,0	4,3	1,4	-	-	1,6	-	-	1,5	0,0	-	-	-	-	2,9	1,7	4,6	1,3	-
JAPOMA	-	6,4	0,5	3,0	-	-	-	2,9	-	-	-	-	-	-	6,4	-	6,4	3,4	-
Banque Atlantique Cameroun	-	61,0	-	15,1	-	0,3	14,7	-	0,3	14,7	-	-	-	-	35,6	8,8	44,5	-	14,3
PLANUT	-	61,0	-	15,1	-	-	14,7	-	-	14,7	-	-	-	-	35,6	8,8	44,5	-	14,3
UBA	1,0	4,8	-	-	2,4	-	-	-	1,4	-	-	1,0	-	1,0	4,1	0,7	4,8	-	-
STADE OLEMBE	1,0	4,8	-	-	2,4	-	-	-	1,4	-	-	1,0	-	1,0	4,1	0,7	4,8	-	-
CCA BANK	0,3	0,6	-	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	1,3	-
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	0,3	0,6	-	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	1,3	-
CREDIT FONCIER	-	3,7	-	1,2	0,5	1,0	-	1,0	-	0,5	-	-	-	-	3,7	0,1	3,7	-	-
LOGEMENTS SOCIAUX	-	0,5	-	0,5	0,5	1,0	-	1,0	-	0,5	-	-	-	-	3,0	-	3,0	-	-
SIC ETAT SEGE	-	3,2	-	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7	0,1	0,7	0,5	-
SCB	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	-	-	-	-	-	-	-	0,7	0,7	-	0,0
Pénitranche Est Douala	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	-	-	-	-	-	-	-	0,7	0,7	-	0,0
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	4,0	15,6	2,9	-	4,1	-	-	7,0	-	-	4,5	3,7	0,3	4,1	16,2	1,8	18,1	-	-
Cession de créances ENEO 2020	4,0	9,1	-	-	-	-	-	0,4	-	-	4,1	3,7	0,3	4,1	3,7	0,7	4,5	-	-
Cession de créances ENEO 2021	-	-	-	-	4,1	-	-	4,1	-	-	0,4	-	-	-	7,3	0,8	8,1	-	-
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	-	0,5	-	-	-	-	-	2,5	-	-	-	-	-	-	2,3	0,3	2,5	-	-
Cession de créances NEPTUNE OIL	-	5,9	2,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,9	0,0	2,9	-	-
Dette structurée non bancaire	5,1	66,7	5,9	4,6	10,6	9,6	0,9	12,8	7,6	1,8	18,8	10,0	0,4	10,4	57,5	6,8	64,3	10,8	12,2
Dette titrisée	0,9	22,0	3,2	0,5	3,6	3,5	0,9	3,2	4,3	0,4	1,0	0,7	0,3	1,0	15,3	5,2	20,6	-	7,8
Dette croisée et B.T.P titrisée	-	-	-	0,5	-	-	-	-	-	-	0,6	-	-	-	0,4	0,1	0,5	-	-
SONARA	0,9	22,0	3,2	-	3,6	3,5	0,9	3,2	4,3	0,4	0,4	0,7	0,3	1,0	14,9	5,1	20,1	-	7,8
Dette non titrisée	4,2	44,7	2,7	4,1	7,0	6,2	-	9,6	3,3	1,4	17,8	9,3	0,2	9,4	42,2	1,6	43,7	10,8	4,4
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	1,0	31,4	1,0	3,1	2,9	6,2	-	7,0	3,3	0,0	7,9	4,2	-	4,2	27,7	-	27,7	8,7	3,5
PAD	-	5,5	-	1,5	0,8	1,0	-	1,5	1,0	-	1,0	-	-	-	5,8	-	5,8	1,0	-
SRC/BICEC/SIMAR	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	-	-
CAMTEL	1,0	10,6	1,0	1,1	1,2	4,2	-	5,0	2,3	-	2,3	4,2	-	4,2	18,9	-	18,9	1,5	-
CAMWATER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,7	1,5
CAMRAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-	-	-	1,0	-
SIC	-	1,3	-	0,5	0,5	1,0	-	0,5	-	0,0	0,5	-	-	-	2,5	-	2,5	0,5	-
SONATREL	-	14,0	-	-	0,5	-	-	-	-	-	3,1	-	-	-	0,5	-	0,5	2,0	2,0
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	3,2	13,2	1,7	1,0	4,1	-	-	2,6	-	1,4	5,3	5,1	0,2	5,2	14,4	1,6	16,0	1,2	-
ENEO	-	-	0,8	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,2	1,2	-	-
G.I.D.E.P.P.E	1,1	4,4	-	-	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5	1,0	-	1,0	-	-
MINOTERIES DU CAMEROUN - LA PASTA	-	-	-	-	-	-	-	0,7	-	-	-	-	-	-	0,7	-	0,7	1,2	-
MARKETERS	2,1	8,1	0,9	1,0	3,7	-	-	1,9	-	0,9	4,7	4,6	0,2	4,7	12,7	0,4	13,2	-	-
CORLEY (Marketer)	1,0	5,0	-	1,0	-	-	-	1,0	-	-	1,0	1,0	-	1,0	3,0	-	3,0	-	-
OLA - Energy	0,9	2,7	0,9	-	0,9	-	-	0,9	-	0,9	0,9	1,0	-	1,0	4,6	-	4,6	-	-
GREEN OIL	0,2	0,5	-	-	2,8	-	-	-	-	-	2,8	2,6	0,2	2,8	5,2	0,4	5,6	-	-
Autres conventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,7	-	-	-	-	-	-	0,9	0,9
Dette Non Structurée	1,307	5,8	0,6	0,6	0,3	0,0	0,2	1,3	0,1	0,1	0,4	0,2	-	0,2	3,4	-	3,4	1,2	0,8
Dette Commerciale	1,3	4,9	0,0	0,6	0,3	0,0	0,2	0,7	0,1	0,1	-	0,1	-	0,1	2,0	-	2,0	0,4	0,4
Dette Locative	0,0	0,2	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	-	0,0	0,1	-	0,1	0,4	0,4
Indemnités	0,0	0,1	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	-	0,1	0,2	-	0,2	0,4	-
Autres Dette Non Structurée	0,0	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0	-	0,5	-	-	-	0,0	-	0,0	1,0	-	1,0	-	-
dont CCIMA	-	-	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	-	0,5	-	-
Total Général	15,8	291,7	13,3	45,0	20,5	12,6	134,1	25,3	11,3	20,6	58,7	17,7	1,2	18,9	276,9	24,7	301,6	55,9	28,2

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

La situation des RAP à fin septembre 2022 est identique à celle de fin juillet 2022, ce qui induit une variation mensuelle nulle des Restes à Payer.

Tableau 12 : Variations mensuelles des Restes à Payer de plus de trois mois (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	Sept 2021 *	décembre 2021 *	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 mars 2022 ***	30 avril 2022 ***	31 mai 2022 ***	30 juin 2022 ***	31 juillet 2022 ***	31 août 2022 ***	30 septembre 2022 ***
BIENS ET SERVICES	3,3	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	0,0	-50,3	0,0	0,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	-1,2	-13,3	0,0	0,0	0,0	0,0	29,1	0,0	-19,6	0,0	0,0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	-0,1	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	6,1	0,0	-0,6	0,0	0,0
AUTRES TRANSFERTS	4,9	-1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	9,8	0,0	-8,7	0,0	0,0
SUBVENTION	-5,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,8	0,0	-6,0	0,0	0,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	-1,5	-2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	0,0	-7,4	0,0	0,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-7,78	0,00	11,86	0,00	0,00
Total (en milliards de FCFA)	11,4	- 15,9	-	-	-	-	88,9	-	- 80,8	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Encadré 4 :

Suivant la définition retenue dans le cadre du programme avec le FMI, la Banque mondiale et diverses autres institutions, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Au cours du mois de septembre 2022, deux (02) nouvelles conventions ont été signées par le Gouvernement et la BAD, pour un montant de 94,4 milliards de FCFA. Le cumul des engagements extérieurs signés depuis le début de l'année 2022, s'élève à 423,4 milliards de FCFA en valeur nominale, dont 78,8% sous forme de prêts projets (soit 325 milliards de FCFA en valeur nominale) et 23,2% sous forme d'appuis budgétaires (soit 98 milliards de FCFA en valeur nominale).

Le plafond des nouveaux engagements extérieurs fixé pour l'année 2022 est de 650 milliards de FCFA, dont 230 milliards de FCFA en non concessionnel. Dans le cadre du programme en cours avec le FMI, ce plafond est établi à 512,9 milliards de FCFA en Valeur Actualisée.

En termes de réalisation au 30 septembre 2022, le plafond des nouveaux engagements est respecté aussi bien par rapport à la Loi des Finances (soit un taux d'exécution de 47%) que dans le cadre du PEF en cours (soit un taux d'exécution de 64%).

Tableau 13 : Engagements signés de janvier à septembre 2022

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30/09/22)	Valeur Actuelle Montants en Millions de devise	Valeur Actuelle Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30/09/22)	Concessionnalité
1	Financement complémentaire du programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC/BN)	25/01/2022	26/01/2022	FAD	USD	1,00	0,57	0,67	0,31	0,21	Concessionnel
2	Appui Budgétaire de la République Française (AFD)	04/02/2022	05/02/2022	AFD	EUR	150,00	98,39	98,39	113,62	74,53	Non concessionnel
3	Financement de la réalisation du projet de construction de la ligne 400 KV Nachtigal-Bafoussam ainsi que les ouvrages annexes	04/04/2022	11/05/2022	Exinbank Inde	USD	164,7	97,8	111,0	164,69	111,0	Non concessionnel
4	Opération de Soutien au Secteur Privé Camerounais affecté par la pandémie de la Covid-19	10/06/2022	21/08/2022	BADEA	USD	18,9	12,3	12,7	14,22	9,6	Non concessionnel
5	Projet de construction et d'équipement de l'Hôpital Régional annexe de Mbalmayo	01/06/2021	26/08/2022	FSD	USD	12,0	6,7	8,09	7,30	4,9	Concessionnel
6	Financement du Projet complémentaire d'assainissement pluvial dans la ville de Yaounde	31/08/2022	21/09/2022	FAD	FUA	27,0	19,9	23,15	15,32	10,3	Concessionnel
7	Projet d'Aménagement des Routes de Désendement de la zone Industrielle et Portuaire de Kribi	31/08/2022	21/09/2022	BAD	EUR	114,3	75,0	74,98	78,77	51,67	Non concessionnel
8	Programme d'appui à la relance économique post Covid-19 du Cameroun (PARECAM)		29/09/2022	BAD	EUR	81,0	53,1	53,13	56,66	37,17	Non concessionnel
9	Programme d'appui au Renforcement de la Production Agricole au Cameroun (PARPAC)		29/09/2022	BAD	EUR	62,9	41,3	41,26	43,05	28,24	Non concessionnel
TOTAL							405,0	423,4		327,6	
<i>dont (1) prêts projets</i>							306,6	325,0		253,1	
<i>non concessionnel</i>							279,5	293,1		237,7	
<i>concessionnel</i>							27,1	31,9		15,5	
<i>(2) appuis budgétaires</i>							98,4	98,4		74,5	

Source : CAA/CNDP

Par ailleurs, au cours du mois d'octobre 2022, trois (03) décrets habilitant le MINEPAT à contracter des conventions de financement ont été signés par le Chef de l'Etat, pour un montant global de 265,3 milliards de FCFA. Ces conventions de financements ont effectivement été signés le 28 octobre 2022 et porte sur : (i) le Projet d'Urgence de Lutte Contre la Crise Alimentaire (PULCCA), pour un montant de 59,2 milliards de FCFA ; (ii) le Projet Filets Sociaux Adaptatifs et Inclusion Economiques, pour un montant de 92,8 milliards de FCFA ; (iii) le Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements de la Vallée du Logone (VIVA-LOGONE), pour un montant de 113,4 milliards de FCFA.

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au 30 septembre 2022, la situation des décrets d'habilitation signés par le Président de la République, en attente de signature de conventions de financement, fait état de trois (03) décrets pour un montant global d'environ 96,4 milliards de FCFA, constitués essentiellement des ressources non concessionnelles.

Tableau 14 : Décrets d'habilitation signés en instance à fin septembre 2022

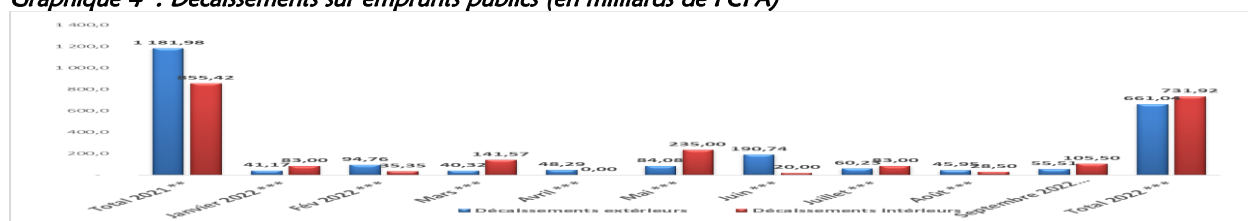
N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devis	Montants en millions de devise	Montants en Millions de FCFA affichés dans la publication	Montants en Millions de FCFA (évaluation au 31 juillet 2022)	Concessionnalité
1	Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine (phase II)	29/12/2021	Chine	EUR	50,0	32,8	32,9	Non concessionnel
2	Projet de Construction de la route Olama-Kribi, tronçon Bingambo-Grand-Zambi	14/06/2022	FADD	USD	3,0	1,70	2,0	Non concessionnel
3	Financement de la première phase du projet de construction de la route Olounou-Oveng-frontière Gabon-pont sur le fleuve Kom(tronçon Carrefour Olounou-Mvan)	26/08/2022	Deutsche Bank/CCIAL FACILITY	EUR	93,9	61,6	61,6	Non concessionnel
GRAND TOTAL						96,1	96,4	

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

En septembre 2022, les tirages effectués sur emprunts publics se chiffrent à 161 milliards de FCFA, mobilisés à 34,4% auprès des créanciers extérieurs, et 65,5% sur le marché domestique des titres publics. Le cumul des décaissements effectués en 2022 est ainsi porté au 30 septembre 2022 à 1 393,0 milliards de FCFA, dont 58,0% de tirages intérieurs et 42,0% de décaissements extérieurs.

Graphique 4 : Décaissements sur emprunts publics (en milliards de FCFA)



Source : CAA

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Au cours du mois de septembre 2022, les tirages sur financements extérieurs sont évalués à 55,5 milliards de FCFA. Ainsi, en 2022, le cumul des décaissements extérieurs effectué au cours des neufs (09) premiers mois de l'année est évalué à 661,0 milliards de FCFA, dont 160,5 milliards de FCFA d'appuis budgétaires.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

Au cours du mois de septembre 2022, les tirages ont été effectué à hauteur de : (i) 33,0% auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ; (ii) 64,4% auprès des bilatéraux et (iii) 2,6% auprès des commerciaux.

Tableau 15 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Total 2021 **	Janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Avril 2022 ***	Mai 2022 ***	Juin 2022 ***	Juillet 2022 ***	Août 2022 ***	Septembre 2022 ***	Total 2022 ***
Montants en millions de FCFA											
Multilatéral	447 000	10 541	77 838	19 352	12 150	14 938	88 691	56 400	20 891	18 305	319 108
BAD	56 499	1 935	1 346	6 043	7 048	4 843	2 353	2 684	2 126	2 612	30 990
BADEA	1 567	369	-	93	77	-	-	-	-	-	539
BDEAC	1 789	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	98 289	6 848	5 028	3 571	2 359	1 286	7 692	3 936	16 174	4 687	51 581
BIRD	21 072	-	86	1 304	1 340	7 745	34 398	-	571	2 996	48 438
dont Appuis budgétaires PEF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FAD	15 351	513	1 049	3 365	527	534	169	1 154	446	2 671	10 427
FIDA	4 092	876	677	265	440	234	925	-	400	308	4 124
FMI	98 570	-	67 610	-	-	-	-	47 002	-	-	114 612
appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023	32 857	-	22 537	-	-	-	-	15 667	-	-	38 204
appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023	65 714	-	45 074	-	-	-	-	31 335	-	-	76 408
FS OPEP	2 641	-	80	62	58	-	-	-	-	-	200
IDA	139 672	1	1 962	4 649	302	296	43 155	1 625	1 174	5 031	58 196
dont appuis budgétaires PEF	55 202	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
UE	7 458	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	112 008	7 787	5 141	11 806	29 523	68 010	72 021	3 249	-	35 762	233 298
ALLEMAGNE	151	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FRANCE	29 266	362	-	539	-	46 241	3 089	3 249	-	-	53 481
dont appuis budgétaires PEF	-	-	-	-	-	45 917	-	-	-	-	45 917
Japon	6 365	-	159	-	-	-	-	-	-	-	159
ARABIE SAOUDITE	1 572	-	118	-	58	-	-	-	-	-	176
Corée du Sud	9 670	-	-	-	-	2 179	-	-	-	594	2 773
EXIMBANK DE CHINE	53 877	7 425	-	-	28 875	19 590	68 931	-	-	35 167	159 988
INDE	8 676	-	4 864	11 267	589	-	-	-	-	-	16 720
KOWEÏT	2 430	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial	622 972	22 842	11 777	9 162	6 615	1 137	30 029	577	25 055	1 440	108 634
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	42 243	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belfius	496	314	-	-	-	-	-	-	-	-	314
Commercial-eurobond	449 331	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	3 260	-	-	274	-	-	933	-	3 067	-	4 274
Inter Islamic trade Finance Corporation	113 174	1 670	11 777	5 613	6 615	1 137	29 096	4	21 988	-	77 900
Standard Chartered Londres	-	20 858	-	-	-	-	-	-	-	-	20 858
Total Général	1 181 981	41 170	94 756	40 320	48 287	84 084	190 742	60 226	45 946	55 506	661 039

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Les tirages effectués sur prêts projets au cours du mois de septembre 2022, sont évalués à 55,5 milliards de FCFA, dont 12,5 milliards de FCFA en concessionnels. Le cumul des décaissements sur prêts projets à moyen terme sur les neuf premiers mois de l'année 2022 sont évalués à 422,6 milliards de FCFA, dont 111,7 milliards de FCFA en concessionnels, et 310,9 milliards de FCFA en non concessionnels. Les décaissements sur les prêts à court terme enregistrés de janvier à septembre 2022 ont porté sur 77,9 milliards de FCFA.

Le tableau ci-après présente la situation des décaissements répartis par type de concessionnalité.

Tableau 16 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Septembre 2021 ***	Total 2021 **	Janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Avril 2022 ***	Mai 2022 ***	Juin 2022 ***	Juillet 2022 ***	Août 2022 ***	Septembre 2022 ***	Total 2022 ***
Montants en millions de FCFA												
Multilatéral	25 328	447 000	10 541	77 838	19 352	12 150	14 938	88 691	56 400	20 891	18 305	319 108
Concessionnel	13 950	297 508	2 091	73 093	9 940	5 825	3 762	47 330	51 490	12 570	10 417	216 518
dont Appuis budgétaires	-	153 773	-	67 610	-	-	-	-	47 002	-	-	114 612
IFI	-	98 570	-	67 610	-	-	-	-	47 002	-	-	114 612
IDA	-	55 202	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	11 377	149 492	8 450	4 746	9 413	6 325	11 176	41 361	4 910	8 321	7 888	102 590
Bilatéral	4 266	112 008	7 787	5 141	11 806	29 523	68 010	72 021	3 249	-	35 762	233 298
Concessionnel	3 557	31 929	362	277	-	58	48 420	718	-	-	594	50 430
dont Appuis budgétaires AFD	-	-	-	-	-	-	45 917	-	-	-	-	45 917
Non Concessionnel	710	80 079	7 425	4 864	11 806	29 465	19 590	71 303	3 249	-	35 167	182 868
Commercial	751	509 799	21 172	0	3 549	-	-	933	572	3 067	1 440	30 734
Concessionnel	751	37 760	-	-	3 275	-	-	-	572	-	1 440	5 287
Non Concessionnel	-	0	21 172	0	274	-	-	933	-	3 067	-	25 447
dont eurobond 2021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont financement vaccination COVAX et AVAT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	30 345	*****	39 501	82 979	34 707	41 673	82 948	161 645	60 222	23 958	55 506	583 139
Total appuis budgétaires	-	153 773	-	67 610	-	-	45 917	-	47 002	-	-	160 529
Total hors appuis budgétaires	30 345	915 034	39 501	15 369	34 707	41 673	37 031	161 645	13 220	23 958	55 506	422 610
dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts projets	30 345	915 034	39 501	15 369	34 707	41 673	37 031	161 645	13 220	23 958	55 506	422 610
Concessionnel	18 258	213 424	2 453	5 760	13 214	5 883	6 265	48 048	5 061	12 570	12 451	111 705
Non Concessionnel (hors eurobond)	12 087	701 610	37 047	9 610	21 493	35 790	30 766	113 597	8 159	11 388	43 056	310 905
Eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à court terme	7 446	113 174	1 670	11 777	5 613	6 615	1 137	29 096	4	21 988	-	77 900
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	7 446	62 502	1 670	2 561	5 613	6 615	1 137	29 096	4	21 988	-	68 684
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	-	50 672	-	9 216	-	-	-	-	-	-	-	9 216
Grand total	37 791	1 181 981	41 170	94 756	40 320	48 287	84 084	190 742	60 226	45 946	55 506	661 039

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessous, la répartition des tirages par projets/programmes effectués au cours du mois de septembre 2022 fait état de 37 projets/programmes bénéficiaires, pour un montant global d'environ 55,5 milliards de FCFA.

Tableau 17 : Décaissements par projet en millions de FCFA

			Septembre 2021 *	Total 2021 **	Janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Avril 2022 ***	Mai 2022 ***	Juin 2022 ***	Juillet 2022 ***	Août 2022 ***	Septembre 2022 **	dis_total_2022 FC	Taux de décais_09_22		
Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Bailleur	Devise															
1	Projet adduction eau potable yaoundé sanaga	EXIMBANK DE CHINE	USD	-	16 711,00	-	-	28 875,4	-	16 898,9	-	-	35 167,3	80 941,6	72,5%		
2	Projet de remise à niveau du réseau de transport d'électricité	BIRD	EUR	280,83	19 700,03	-	86,2	1 303,6	1 339,8	5 418,8	24 067,7	570,7	2 995,7	35 782,5	34,5%		
3	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012/2021	FAD	FUA	890,53	4 620,68	-	818,2	1 464,8	-	332,9	-	862,6	149,8	2 565,7	6 194,0	62,7%	
4	PAREC Financement additionnel	IDA	EUR	-	-	-	-	-	-	1 683,8	-	-	2 500,0	4 183,8	16,6%		
5	Financement des équipements et services part camero	Commerz bank Allemagne	USD	750,96	14 419,01	-	3 274,7	-	-	-	572,5	-	1 439,6	5 286,8	100,0%		
6	ELEVAGE ET PECHE NORD OUEST-2013/2024	BID	USD	1 041,47	6 346,03	13,8	203,1	101,4	66,9	146,3	522,5	36,2	116,7	1 250,6	2 457,5	76,7%	
7	Projet de construction route Olama-Kribi Section Olama-Bingambo	BID	EUR	2 348,25	26 984,10	-	108,6	724,0	116,2	16,3	-	2 526,9	553,9	1 238,0	5 283,9	93,8%	
8	Projet participatif de développement rural intégré Grassfield	BID	USD	237,74	3 762,64	747,3	206,5	415,0	792,4	202,0	1 390,5	4 890,4	1 087,5	10 137,8	70,9%		
9	Projet de développement du secteur de l'élevage	IDA	XDR	524,67	16 259,39	-	406,9	-	-	66,9	7 676,5	1 260,3	-	1 026,9	10 437,4	78,1%	
10	Projet de développement des chaînes de valeur élevage et pisciculture	BAD	EUR	-	-	-	-	615,4	392,0	191,2	-	102,5	-	747,1	2 048,1	3,7%	
11	Programme d'appui au secteur de transport phase 2-2017/2021	BAD	EUR	2 424,64	37 611,79	1 775,6	1 146,7	4 246,6	3 763,5	2 823,8	762,3	477,4	1 356,9	670,4	17 023,2	64,6%	
12	Projet d'aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	BAD	EUR	430,04	7 376,47	-	-	523,0	-	726,4	568,4	981,7	-	622,0	3 421,6	35,8%	
13	Projet de construction de l'hôpital de référence de Garoua	Corée du Sud	WON	3 265,21	9 669,70	-	-	-	-	2 178,9	-	-	-	594,3	2 773,2	82,6%	
14	Projet Filets Sociaux	IDA	EUR	143,55	4 135,86	-	-	-	-	-	4 776,4	-	78,9	338,9	5 194,2	83,9%	
15	Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes - Tranche 2	FIDA	XDR	-	3 007,87	506,1	76,2	264,6	439,8	234,3	585,5	-	400,3	307,8	2 814,5	81,0%	
16	Construction de la route ketta Djuu (Phase 2)	BAD	EUR	-	2 433,89	-	-	298,1	-	-	-	91,7	849,7	43,7	285,6	1 568,7	63,5%
17	Projet de l'Enseignement Technique au Cameroun	BID	USD	28,70	1 256,21	14,4	417,3	-	552,4	-	-	-	377,2	278,4	1 639,6	65,8%	
18	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018/2022	BAD	EUR	96,32	1 671,17	-	-	-	100,5	441,8	-	30,6	683,9	267,5	1 524,3	24,1%	
19	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	IDA	EUR	-	4 627,25	-	-	-	-	-	987,0	-	-	258,9	1 245,9	11,7%	
20	Projet d'appui à la réforme de l'éducation	IDA	EUR	172,23	8 506,76	-	71,5	-	-	-	3 320,9	118,3	161,4	230,8	3 902,9	30,0%	
21	Projet agricole chaîne de valeurs	BID	USD	90,67	1 070,15	26,6	806,7	39,6	307,1	13,2	51,1	32,9	-	200,9	1 478,0	17,5%	
22	Projet de développement intégré de Chari Logone 2	BID	USD	-	1 840,56	-	-	-	-	-	886,1	-	-	196,7	1 082,8	19,1%	
23	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	IDA	EUR	-	11 977,29	-	-	-	85,5	76,6	10 461,5	-	59,2	152,2	10 835,0	26,8%	
24	Projet d'Appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESCE)	IDA	EUR	-	771,30	-	-	-	-	-	6 675,9	-	-	138,1	6 814,0	10,3%	
25	Projet agricole des chaînes de valeur	BID	USD	168,95	1 147,73	-	58,0	291,4	130,9	111,3	69,3	6,0	125,7	120,4	913,0	22,7%	
26	Projet d'appui à la santé maternelle, néonatale et infantile au Cameroun	BID	USD	-	155,10	-	-	-	-	-	103,3	-	-	108,8	213,1	69,4%	
27	REINFORCEMENT ET EXTENSION RESEAUX ELECTRIQUE DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION	FAD	FUA	157,07	3 999,77	-	136,3	175,3	301,9	-	-	-	-	105,3	718,9	78,1%	
28	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la Sanaga	IDA	EUR	-	722,48	-	583,0	118,4	34,1	-	-	-	-	94,8	830,3	26,5%	
29	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la sanaga	IDA	EUR	-	883,03	-	712,5	144,7	41,7	-	-	-	-	91,9	990,8	26,2%	
30	Appui à la scolarisation dans les zones d'Education prioritaire-2014/2025	BID	USD	30,00	951,93	-	-	-	20,7	79,8	31,8	-	38,6	90,2	261,2	70,8%	
31	PPF - Projet de mobilité urbaine de Douala	IDA	USD	-	172,98	-	-	88,1	-	104,7	-	-	-	87,6	280,4	25,5%	
32	PPF - Projet de réforme du secteur des TIC	IDA	USD	54,86	132,22	-	-	-	-	-	93,3	74,1	-	74,9	242,4	46,5%	
33	Projet de développement rural intégré de Chari Logone 2	BID	USD	-	388,49	10,7	-	-	161,4	114,5	-	-	26,7	58,7	371,9	41,7%	
34	Projet de développement du Mont Mbatpi 2	BID	USD	797,98	3 697,05	137,7	-	209,8	57,1	131,8	528,0	208,9	64,1	43,5	1 380,9	60,0%	
35	Projet d'Aménagement et valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (VIVA BENOUE)	IDA	EUR	-	2 780,74	-	-	3 900,0	-	-	-	47,8	211,8	36,1	4 195,7	6,0%	
36	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	BAD	EUR	363,57	3 815,92	159,5	199,0	322,4	1 835,5	660,3	780,3	24,6	17,7	19,1	4 018,9	31,2%	
37	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014/2027	BID	USD	-	216,63	58,5	-	-	-	-	-	-	269,3	12,3	340,0	28,5%	

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de septembre 2022, l'Administration Centrale a effectué des tirages sur ressources intérieures pour un montant de 105,5 milliards de FCFA via les émissions des titres publics, dont 25,5 de BTA, et 80 milliards de FCFA d'OTA.

Le cumul des décaissements effectués sur financements intérieurs de janvier à septembre 2022, s'élève à 731,9 milliards de FCFA et se compose de: (i) 36,8% de BTA; (ii) 31,1% d'OTA de 4 à 10 ans de maturités et (iii) 32,1% d'emprunt obligataire (Obligation de 7 ans).

Tableau 18 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Sept **	Total 2021 *	janvier 2022 *	Fév 2022 *	Mars 2022 *	Avril 2022 *	Mai 2022 **	Juin 2022 **	Juillet 2022 ***	Août 2022 ***	Septembre 2022 ***	Total 2022 ***
(Montants en milliards de FCFA)												
Titres Publics	26,5	835,0	83,0	35,4	141,6	-	235,0	20,0	83,0	28,5	105,5	731,9
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	26,5	479,0	83,0	25,5	4,0	-	-	20,0	83,0	28,5	25,5	269,5
BTA 13 Semaines	15,0	183,0						14,0	-			14,0
BTA 26 Semaines	11,5	211,0	83,0	25,5	4,0	-		2,5	83,0	28,5	25,5	252,0
BTA 52 Semaines		85,0						3,5				3,5
Obligations de Trésor	-	356,0	-	9,9	137,6	-	235,0	-	-	-	80,0	462,4
OTA (BEAC)	-	356,0	-	9,9	137,6	-	-	-	-	-	80,0	227,4
OTA 4 ans					5,0						60,0	65,0
OTA 5 ans		224,0	-	-	132,6							132,6
OTA 6 ans		67,0	-	-	-							-
OTA 7 ans		65,0	-	-	-						20,0	20,0
OTA 10 ans		-		9,9	-	-	-	-	-	-	-	9,9
OT (BVMAC)	-	-	-	-	-	-	235,0					235,0
ECMR 6,25% 2022-2029							235,0					235,0
Emprunt BEAC- avances statutaires (PM)		-										-
Endettement Direct Bancaire	-	20,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAN 2021		10,3										-
CCA Bank - FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE		10,3										-
Pénetrante Est Douala		10,1										-
SCB		10,1										-
Total Général	26,5	855,4	83,0	35,4	141,6	-	235,0	20,0	83,0	28,5	105,5	731,9

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin septembre 2022, les SEND's sont estimés à environ 3 801,7 milliards de FCFA (soit 14,1% du PIB), y compris 241,8 milliards de FCFA d'appuis budgétaires (soit, 0,9% du PIB) à décaisser progressivement auprès du FMI et de l'AFD. Constitués uniquement de SEND's extérieurs, ils enregistrent une baisse de 0,7% par rapport au mois précédent et une augmentation de 7,2% en glissement annuel.

IV.4.1. SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)

Hors appuis budgétaires, les SEND'S extérieurs sont évalués au 30 septembre 2022 à 3 559,9 milliards de FCFA et devront être mobilisés à hauteur de : (i) 58,5% auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, dont 961,4 milliards de FCFA à décaisser auprès des guichets IDA et BIRD du groupe de la Banque Mondiale (soit 48,1% des SEND's multilatéraux); (ii) 22,2% des financements provenant des partenaires bilatéraux, dont la Chine qui constitue 77,0% des SEND'S bilatéraux; et (iii) 19,3% de prêts issus des créanciers commerciaux, y compris 204,2 milliards de FCFA à décaisser auprès de ICBC, représentant 29,7% des SEND's commerciaux.

Suivant l'hypothèse d'exécution des projets bénéficiaires conformément au plan de décaissement, ces SEND's seront totalement tirés d'ici 2026.

Tableau 19 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 30/09/2021 ***	SEND's au 31/12/2021 **	SEND's au 31/01/2022 ***	SEND's au 28/02/2022 ***	SEND's au 31/03/2022 ***	SEND's au 30/04/2022 ***	SEND's au 31/05/2022 ***	SEND's au 30/06/2022 ***	SEND's au 31/07/2022 ***	SEND's au 31/08/2022 ***	SEND's au 30/09/2022 ***
MULTILATERAUX	2 059,6	2 514,1	2 510,6	2 431,4	2 415,9	2 426,4	2 402,3	2 322,2	2 282,5	2 280,7	2 272,1
BAD	579,9	587,5	585,6	584,8	578,7	571,8	566,9	564,6	561,9	559,7	555,8
BADFA	38,8	39,3	39,5	39,1	39,5	41,6	40,7	41,8	43,2	56,0	57,8
BDEAC	88,0	86,2	86,2	86,2	86,2	86,2	86,2	86,2	86,2	86,2	86,2
BID	253,4	229,8	225,6	218,3	216,6	223,4	218,5	215,0	216,9	206,3	206,7
BIRD	247,9	242,4	242,4	242,3	241,0	239,7	231,9	197,5	197,5	196,9	193,9
FAD	102,7	97,0	97,0	96,1	93,0	94,5	93,1	93,5	94,2	93,9	91,9
FIDA	33,7	33,0	32,3	31,7	31,5	31,8	31,3	30,5	31,1	30,8	30,7
FS OPEP	16,9	16,8	17,0	16,8	16,9	17,9	17,5	18,0	18,6	18,8	19,4
IDA	408,3	818,3	819,8	817,9	813,6	816,0	814,6	772,2	772,5	771,5	767,5
UE	3,3	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8
Appuis budgétaires	286,7	290,9	292,3	225,4	226,0	230,8	228,7	230,1	187,7	187,9	189,3
FMI	286,7	290,9	292,3	225,4	226,0	230,8	228,7	230,1	187,7	187,9	189,3
BILATERAUX	792,3	775,1	778,5	864,9	868,0	974,1	885,9	832,0	854,5	867,6	842,1
ALLEMAGNE	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
FRANCE	22,7	17,5	17,1	115,5	115,0	115,0	68,7	65,8	64,2	64,2	64,2
Appuis budgétaires AFD	-	-	-	98,4	98,4	98,4	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5
Japon	40,9	40,4	41,0	40,3	38,6	38,2	38,3	36,7	38,5	37,5	37,3
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
ARABIE SAOUDITE	18,9	17,6	17,9	17,6	17,8	18,7	18,3	18,8	19,3	27,5	28,4
Chine	5,5	5,7	5,8	5,8	5,8	5,9	5,7	5,9	6,0	6,0	5,9
Corée du Sud	8,3	6,7	6,7	6,7	6,7	6,8	4,6	4,5	4,6	4,5	4,4
Emirats Arabes Unis	8,5	8,7	8,8	8,7	8,8	9,3	9,1	9,4	9,6	9,8	10,1
EXIMBANK DE CHINE	626,4	621,1	623,0	617,5	623,8	624,4	588,5	534,4	550,7	554,8	523,5
INDE	35,6	33,2	33,7	28,5	27,0	130,4	127,7	131,0	135,4	136,8	141,2
KOWEÏT	23,1	22,0	22,3	22,1	22,3	23,3	22,9	23,4	24,0	24,4	25,0
COMMERCIAUX	693,9	681,4	663,9	661,5	660,7	673,5	668,6	673,8	681,4	680,9	687,6
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bank of China	43,6	44,6	45,3	44,9	45,4	47,9	46,9	48,2	49,8	50,3	51,9
Belfius	19,1	19,1	18,8	18,8	18,8	18,8	18,8	18,8	18,8	18,8	18,8
BMCE Bank	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9
CDI group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerz bank Allemagne	19,3	5,0	5,0	5,0	1,8	1,9	1,9	1,9	1,4	1,4	0,0
Deutsche banque Espagne	40,9	38,0	38,0	38,0	37,7	37,9	37,8	37,0	37,1	34,1	34,2
ICBC	171,6	175,4	178,2	176,4	178,4	188,5	184,6	189,4	195,8	197,8	204,2
Inter Islamic trade Finance Corporation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INTESA SANPAOLO SPA	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2
NR. ECMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	144,8	144,8	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0
TOTAL GENERAL	3 545,8	3 970,6	3 952,9	3 957,8	3 944,5	4 074,1	3 956,8	3 828,0	3 818,4	3 829,2	3 801,7
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	286,7	290,9	292,3	323,8	324,4	329,2	281,2	282,6	240,1	240,4	241,8
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	3 259,1	3 679,7	3 660,6	3 634,1	3 620,1	3 744,9	3 675,6	3 545,4	3 578,2	3 588,9	3 559,9

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

A fin septembre 2022, les SEND's intérieurs sont nuls.

Point sur les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) au 30 septembre 2022

A la fin du mois de septembre 2022, le stock global des SEND's s'évalue à 3 801,7 milliards de FCFA, dont 241,8 milliards de FCFA d'appuis budgétaires provenant respectivement du FMI (189,3 milliards de FCFA) et de l'AFD (52,5 milliards de FCFA).

Ce montant est en diminution de 0,7% comparé au mois d'août. En dépit de deux nouvelles conventions signées avec la BAD pour un montant de 94,4 milliards de FCFA, cette baisse se traduit principalement par des décaissements auprès de l'Eximbank de Chine (30 milliards de FCFA), de la BAD et de l'IDA à hauteur totale de 8 milliards.

Le stock actuel des SEND's est globalement maîtrisé au regard de son évolution trimestrielle. Des efforts restent cependant à mener pour circonscrire les niveaux des SEND's projets par projet.

Comme activité majeure concernant la gestion des projets, certaines revues des bailleurs ont eu lieu au courant du mois de septembre. C'est l'occasion pour les bailleurs en collaboration avec le Gouvernement de procéder à une évaluation des pesanteurs enregistrées par leurs projets respectifs et explorer le cas échéant les mesures spécifiques susceptibles d'être applicables.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)

Le profil coûts et de risques du portefeuille au 30 septembre 2022 se présente comme suit :

- L'encours de la dette directe de l'Administration Centrale (hors Restes à Payer et BTA) est estimé à 11 271 milliards de FCFA, dont 73,2% de dette extérieure et 26,8% de dette intérieure, considérant toute dette libellée en FCFA comme une dette intérieure et celle libellée en devises étrangères comme une dette extérieure.
- Le ratio de la dette sur le PIB enregistre une légère hausse de 0,1 point en glissement trimestriel passant de 41,7% à 41,3%, dont 30,5% pour la dette extérieure contre 30,6% le mois précédent et 11,2% pour la dette intérieure ;
- Le coût moyen pondéré de la dette se situe à 2,3%, soit 2,1% en dette extérieure et 2,8% en dette intérieure ;
- Pour refinancer le portefeuille de la dette actuelle, il faudra en moyenne 8,0 années, soit 9,1 années pour la dette extérieure et 5,2 années pour la dette intérieure traduisant les maturités plus courtes de la dette intérieure ;
- Le risque de taux d'intérêt est traduit par l'exposition d'environ 15,9% de la dette totale (dette à taux d'intérêt variable) aux fluctuations de taux d'intérêt ;
- Le poids de la dette dont les termes sont à refixer en 2023 se situe à 24,0%, soit 26,3% pour la dette extérieure et 18,0% pour la dette intérieure ;
- La part de la dette libellée en devises autres que le FCFA est estimée à 73,2% du portefeuille global, soit une exposition de 46,4% du portefeuille, considérant la dette libellée en euro, évaluée à 26,8% de la dette totale.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

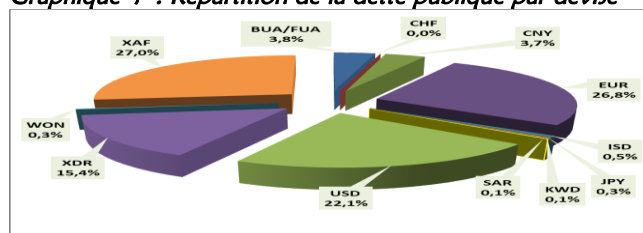
Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale*
Dette nominale en milliards de FCFA		8 250	3 021	11 271
Dette nominale (% du PIB)		30,5	11,2	41,7
Coût de la dette	Paiement d'intérêt en % du PIB	0,6	0,3	0,9
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,0	2,8	2,3
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9,1	5,2	8,0
	Dette à amortir durant l'année prochaine (% du total)	9,1	18,0	10,0
	Dette à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,2	2,1	4,3
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,4	5,2	6,8
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	26,3	18,0	24,0
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	80,8	93,1	84,1
Risque de change	Dette en devises (% du total)			73,2
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			15,2

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : l'Euro pour 26,8%, le XAF avec 27,0%, le Dollar US pour 22,1% et le XDR (DTS) pour 15,4%.

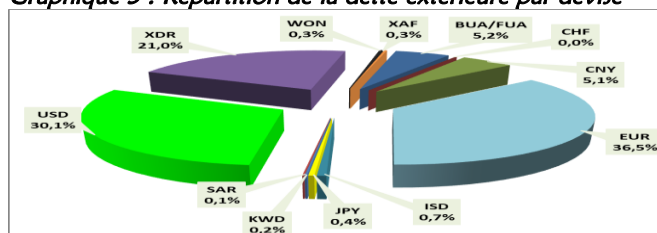
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose en grande partie de l'Euro soit 36,5%, suivi du Dollar US avec 30,1% et le XDR (DTS) avec 21,0%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm